

## **Résumés des interventions du colloque "Il était une fois la révolution portugaise" (Univ. Rennes 2, 29 mai-1er juin)**

**Maria Inácia Rezola, "Les 50 Ans du 25 Avril : histoire et mémoire" (conférence d'ouverture).** Depuis mars 2022, les Portugais peuvent affirmer que leur pays vit depuis plus longtemps en démocratie qu'il n'a vécu en dictature. Cette réalité prend tout son sens si l'on tient compte du fait qu'au moment de son renversement, la dictature portugaise (1926-1974) était, avec ses 48 années d'existence, la plus longue du XX<sup>e</sup> siècle en Europe occidentale.

Moment charnière du Portugal contemporain, le 25 avril est très fortement présent dans la mémoire de ceux qui l'ont vécu, mais aussi dans la mémoire publique et collective du pays. Comme l'a observé José Medeiros Ferreira, le 25 avril « marque une époque » et « divise la société en un avant et un après », « tant les occasions où il est pris pour référence sont nombreuses : ‘avant le 25 avril...’, « ‘ce fut seulement à partir du 25 avril’, ‘après le 25 avril’, sont des expressions familières quotidiennes qui ont marqué les vingt dernières années ».

Le recul de cinq décennies confère à cet événement le statut indéniable d'objet historique, passible d'analyses toujours plus objectives et plurielles, comme en atteste la pléthore de publications et d'études sur la révolution portugaise. De même, les célébrations réalisées annuellement pour signaler l'anniversaire du 25 avril ont véhiculé l'image d'un pays réconcilié avec son passé et avec la manière dont s'est déroulé le passage de la dictature à la démocratie.

Avec cette communication, nous nous proposons de présenter les principales lignes d'interprétation de la révolution de 1974-1975, en faisant un bref bilan de ce qui a été écrit à son sujet. Parallèlement, nous chercherons à lancer quelques pistes de réflexion sur la manière dont l'histoire et la mémoire de cette période circulent et sont débattues dans l'espace public. Pour ce faire, nous reviendrons sur trois moments centraux du débat public sur l'histoire de la dictature : le concours télévisé "Les grands Portugais", 2006-2007 ; la confrontation entre les historiens Manuel Loff et Rui Ramos à l'été 2012 ; et le débat sur l'éventuelle création d'un musée de la dictature à Santa Comba Dão, ville natale d'Oliveira Salazar, qui, lancé dans les années 1990, a récemment été réactivé. D'autre part, nous analyserons certains moments emblématiques des célébrations du 25 avril 1974 au cours des dernières décennies (le dixième, le vingtième, le trentième et le quarantième anniversaires), en accordant une attention toute particulière à leur couverture médiatique.

Tenant compte du fait que les médias occupent une place prépondérante dans la production de la mémoire publique et d'une certaine idée de l'histoire, l'analyse de ces débats est particulièrement intéressante. Bien que les sondages montrent clairement que les Portugais considèrent que la manière dont s'est opérée la transition de la dictature vers la démocratie est une source de fierté, ces irruptions périodiques de la mémoire dans l'espace public nous obligent à réfléchir à la manière dont ont été construites l'histoire et la mémoire de la dictature et de la Révolution de 1974-1975.

*Maria Inácia Rezola est titulaire d'un doctorat en Histoire de la Faculdade de Ciências Sociais e Humanas-Universidade Nova de Lisboa (avec une spécialisation en Histoire Institutionnelle et en Politique Contemporaine). Elle est chercheuse à l'Institut d'Histoire Contemporaine de cette même faculté. Elle est aussi Professeure Coordinatrice à l'École de Communication Sociale de l'Institut Polytechnique de Lisbonne (ESCS-IPL). Elle a publié plusieurs livres et articles dans le domaine de l'Histoire Contemporaine, notamment sur le 25 avril et l'État Nouveau. Depuis avril 2022, elle exerce les fonctions de commissaire exécutif de la Structure de Mission pour les Commémorations du Cinquantième Anniversaire de la Révolution du 25 avril 1974.*

**Guya Accornero, CIES-University Institute of Lisbon, “Where does democracy live? The right to housing in Portugal 50 years after the revolution”.**

On 2 May 1974, 270 social flats still under construction in the Boavista neighborhood were occupied by families living in shantytowns. It is not a coincidence that one of the first and strongest social movements of the revolutionary post-25 April period was the neighbors’ movement. In fact, if the revolution - and democracy - can be on the streets, there is a consensus that citizens should have a home where to live in. However, almost fifty years on from those events and with the 25 April celebrations just around the corner, the right to housing in Portugal is going through the worst crisis of the entire democratic period.

With a percentage of total public spending that in 2020 reached just 1.1% for 'Housing and collective infrastructures', an average effort rate that in 2023 reached 60% (the highest in Europe and the sixth highest in the world), a ratio of 200 tourist beds per 100 beds for residents and with LA reaching more than 70% of the building stock in some historic areas of the capital, it is evident that Article 65o of Portuguese Constitution - granting everyone a decent and affordable housing - is far from being effective.

In this context, housing has made a strong comeback to the centre of attention in the political agenda and public sphere in recent years, after a long period of absence. This has also been the result of the re-emergence of the right to housing mobilization and conflict, with a dimension not experienced in the country since the revolution. But as we know, besides the myth of spontaneity which shrouds movements and mobilization, these do not emerge from the blue. The public presence of the struggle for housing justice that we saw throughout 2023 - with two major demonstrations in April and September - is part of a longer process, during which different organizations, with different identities and strategies, helped to create a strong coalition active at various levels.

With moments of visibility and period of latencies, conflicts, networks and activist identities cross time and space, with its own path, often unpredictable. What is sure, on the other hand, is that social movements are characterized by deep continuities able to bridge different periods of contention. If any cycle of protest brings about innovations and social movements can be seen as process in constant modification, they are also characterized by an implicit ‘abeyance structure’ that guarantee their survival and prompt (re)activation in specific circumstances.

Against this background, this paper will explore the main legacies and discontinuities between two phases of the history of the country in which housing conflict has been particularly intense: the PREC (1975-1975) and the recent, post-pandemic years. The analysis will deal with the explicit references (or the absence of them) in current conflicts to the PREC neighbors’ movements, as well with more ‘implicit’ continuities and discontinuities in terms of organizations, activist identities, claims, and repertoire of contention. Based on mixed-methods (particularly, documents and newspapers analysis, interviews, ethnographical observation, frame analysis) and sources collected during the 4-years long team project HOPES), the paper has two main objectives: increase our knowledge of the long-term consequences of PREC’s mobilizations in Portugal, and contribute to literature on activist continuities and discontinuities in social movements and historical studies.

**Christophe Araújo, Université Paris Nanterre, “Écrire l’histoire du 25 avril 1974. Regards d’historiennes et d’historiens sur un événement historique (1974-2024)”.**

Le coup d’État du 25 avril 1974 a provoqué un changement de paradigme sur de nombreux plans : politique, économique, social mais aussi culturel. En effet, pour le milieu des historiennes et des historiens portugais, la chute du régime autoritaire et l’avènement de la démocratie a permis à un

certain nombre de personnes exclues jusque-là de faire carrière et d'intégrer l'Université. L'histoire contemporaine est devenue possible et les travaux sur les siècles les plus contemporains, soit les XIXe et XXe siècles, se sont multipliés. Rapidement, il a été possible d'envisager d'écrire l'histoire de cet événement. Toutefois, il est possible de se demander à partir de quel moment est-ce que les historiennes et les historiens se sont autorisés à le faire. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'un événement relevant de l'histoire du temps présent, la différence entre la mémoire et l'histoire peut parfois sembler ténue, notamment dans les premières années, d'autant que l'essentiel des personnes a vécu le moment en question. S'il n'est pas question ici d'interroger la capacité des scientifiques travaillant sur l'histoire du temps présent à prendre le recul nécessaire pour analyser le passé récent, j'entends surtout interroger ce que signifie faire l'histoire d'un événement historique hautement symbolique que l'on a rapidement nommé « révolution ». Si la Révolution française a été hautement politisée au cours de l'historiographie et notamment au début du XIXe soit peu de temps après, que peut-on dire de l'histoire de la révolution des Œillets ? Quelles sont les personnes qui se sont intéressées à cet événement ?

Le cas de la communauté historienne portugaise servira de cadre référentiel pour une analyse qui suivra une perspective chronologique mais j'entends aussi prendre en considération les historiennes et historiens étrangers qui ont pu écrire sur le 25 avril 1974. Trois périodes seront mises en évidence. La première va de 1974 à 1984 et s'attache à montrer comment l'événement historique est à ce moment clairement imbriqué dans la mémoire individuelle et collective. L'écriture de l'histoire du temps présent n'est pas encore la priorité et l'étude des périodes médiévale, moderne et contemporaine (en particulier du XIXe siècle) domine largement. La seconde période va de 1984 à 2010. Elle commence avec l'inauguration à Coimbra du Centre de documentation du 25 avril 1974 où un espace de collecte d'archives s'ouvre dans la plus ancienne université du pays et dont les fonds se sont étoffés progressivement, au fur et à mesure des différents dépôts. Au cours de cette période, les anniversaires (10, 20 puis 30 ans) sont des jalons qui marquent une augmentation des publications traitant du 25 avril. Enfin, la dernière période commence en 2010 et s'étend jusqu'à nos jours. La rupture choisie est celle de la soutenance de la thèse de Raquel Varela qui lance une série de travaux parlant d'une histoire de la révolution des Œillets. On quitte le temps des commémorations pour celui de l'histoire. Toutefois, si à partir de cette date les historiennes et historiens multiplient les travaux, ils profitent aussi des anniversaires qui mettent au premier plan l'événement dans la place publique pour publier et réunir les scientifiques, comme le montre ce colloque à Rennes.

**Rebeca Ávila, IHC - NOVA FCSH, “Fazer a revolução entre cravos e charutos: as relações com Cuba durante a transição democrática em Portugal (1974-1976)”.**

Esta comunicação propõe descrever e analisar o processo de aproximação e distanciamento entre Portugal e Cuba desde o 25 de Abril de 1974 até a conclusão da transição democrática portuguesa em 1976. A partir da análise documental em arquivos diplomáticos, militares e da imprensa, o presente trabalho procura questionar por que e como se deu esta aproximação, e quais fatores influenciaram o posterior distanciamento entre estes países. Considerando que as relações de Cuba com a resistência anticolonial africana são mais conhecidas, mas as relações Cuba-Portugal no século XX ainda não foram suficientemente estudadas, este trabalho procura contribuir para uma melhor compreensão sobre a importância do 25 de Abril no despertar de um interesse renovado entre ambas as partes. No entanto, ao acompanhar o progressivo esfriamento dessas relações até 1976, busca também ampliar a discussão acerca das sintonias e discordâncias entre as visões de distintos setores portugueses e cubanos sobre democratização, revolução e grandes processos de transformação social. Trabalha-se com a hipótese de que Cuba já procurava ter vínculos com

determinados atores portugueses antes de 1974, mas o 25 de Abril abriu uma conjuntura favorável ao estabelecimento de relações a nível estatal, com reuniões, cortesias, visitas de alto escalão, iniciativas culturais e intercâmbios de jovens civis e de militares. A discordância de relevantes atores políticos portugueses sobre o sistema cubano, aspectos da política cubana para a África, a chegada de exilados latino-americanos (sobretudo chilenos) em Portugal a partir da ilha caribenha, o atentado à Embaixada de Cuba em Lisboa e os rumos do Período Revolucionário em Curso (PREC) em Portugal parecem ser fatores que tensionaram essas relações.

**Carla Baptista, Universidade Nova de Lisboa – Faculdade de Ciências Sociais e Humanas e ICNOVA (Instituto de Comunicação da NOVA), “Revolução e Feminismo – Análise do programa televisivo “Nome de Mulher” (1974-1976)”.**

A revolução portuguesa trouxe para o espaço público vozes e atores sociais até aí silenciados ou muito constrangidos nas suas formas de expressão e representação. Os movimentos feministas são um desses exemplos. Embora existissem ativismos feministas em Portugal desde os anos 10 do século XX, com alguma expressão na imprensa escrita republicana (1910 – 1926) ou na imprensa alternativa feminista, praticamente desapareceram, ou mantiveram-se larvares, durante a longa duração da ditadura portuguesa. A agenda política revolucionária reuniu reivindicações de partidos políticos entretanto institucionalizados, movimentos partidários e militâncias sociais fragmentadas que convergiram na denúncia das desigualdades de género em Portugal e na exigência de um feminismo integrado nos ideais de abril de 1974. O jornalismo não ficou imune a este novo argumentário que atravessou a sociedade portuguesa com intensidade interclassista e transversalidade política. Nesta comunicação, vamos analisar a série de programas intitulada “Nome de Mulher”, da autoria das jornalistas Maria Antónia Palla e Antónia de Sousa, exibidos na RTP entre dezembro de 1974 e março 1976. A análise histórica e discursiva dos programas articula-se com uma reflexão sobre o jornalismo investigativo e o formato da reportagem documental desenvolvidos na televisão portuguesa, RTP, no período pós-revolucionário, e com o papel político desempenhado pela televisão militante. Com uma periodicidade quinzenal, e a duração de cerca de 20’, os programas caracterizam-se por uma abordagem crua, quase brutal, dos problemas sociais de Portugal, a partir de uma perspetiva de género. Assim, a pobreza, a exclusão social, a discriminação no trabalho, a (i)literacia e a desigualdade são mapeadas de norte a sul do país, a partir de históricas concretas de mulheres invisibilizadas. Mas também questões de índole mais legal, como o divórcio e o direito de família, ou mais culturais, como a visão mais alargada e interseccional do papel da mulher na sociedade e no mundo, são abordadas com um viés de género. Uma das reportagens, emitida em 1976, sobre a prática do aborto clandestino, criminalizada na altura, valeu às duas jornalistas uma acusação pelo Ministério Público, e transformou-se numa das bandeiras mais precoces da luta pela descriminalização da interrupção voluntária da gravidez em Portugal. A nossa reflexão cruza a história do emergente jornalismo televisivo revolucionário com a história do feminismo português e das principais causas e discursos na década de 70 do século XX, procurando analisar as representações, os argumentos e os formatos televisivos mais experimentais que foram usados na reportagem documental sobre temas femininos.

**Michel Cahen, “Le 25 avril 1974, une révolution lusotropicaliste?”**

La Révolution des Œillets est un exemple paradigmatique de la combinaison de différents "secteurs" des révolutions, liant en effet deux de ces trois derniers: capitalisme central, capitalisme périphérique, pays dits socialistes. Le 25 Avril est évidemment le produit combiné de la lutte armée anticoloniale africaine et de la montée des mécontentements au Portugal même. Mais si le Portugal

des années 1970 n'est pas un "pays semi-périphérique", comme l'est le Brésil par exemple (le débat fait rage depuis des années sur cette qualification), il est sans aucun doute un pays situé au sein du centre mais à sa périphérie. Cette position n'est pas seulement une question d'insertion spécifique dans le système-monde capitaliste, car elle a de puissants effets idéologiques.

On comprend facilement qu'un pays rural, retardataire, n'ayant pratiquement pas connu de révolution industrielle, n'allait pas produire un fascisme de type allemand, ou même italien. Sa colonisation, bien plus reflet de la structure socio-économique métropolitaine que de la forme politique du régime au pouvoir à partir de 1926-1933, allait connaître des spécificités relatives (car les points communs avec les autres colonisations sont légion), mais réelles. L'idéologie coloniale salazariste allait tenter de faire contre mauvaise fortune bon cœur: la faiblesse des investissements en capitaux, par exemple, allait être la preuve que le Portugal n'était pas en Afrique pour exploiter les gens, mais par vocation humaniste, voire amoureuse – d'où le métissage. Ainsi s'explique la captation salazariste du lusotropicalisme de Gilberto Freyre: l'exceptionnalité portugaise pouvait être la justification de son maintien aux colonies alors que les autres puissances entraînaient dans la décolonisation.

Alors que la révolution du 25 Avril engagea la décolonisation, on aurait pu penser qu'une rupture profonde serait faite avec le lusotropicalisme. Cela ne se produisit guère. En effet le mouvement des capitaines, qui favorisa une partie des mouvements de libération au détriment d'autres, permit de faire oublier que c'est bien l'armée qui avait mené la guerre coloniale, puisque c'est elle qui l'arrêtait! Mais le soutien du MFA, après la sortie du pouvoir du général Spínola, aux mouvements apparemment les plus progressistes et dont les dirigeants, lusophones et souvent créoles, ressemblaient culturellement aux militaires portugais, développa une espèce de conscience tiers-mondiste: le Portugal pauvre n'était donc pas vraiment impérialiste, la guerre avait été causée par le régime mais donc point par le pays et ce même pays maintenant démocratisé ne pourrait jamais développer avec les "PALOPs" des relations de type néocolonial. Le Portugal restait "plus proche" des Africains, pourrait même constituer un "pont" entre l'Europe et l'Afrique et la constitution souhaitée d'une "communauté lusophone" (qui sera concrétisée en 1996) ne serait pas une simple organisation interétatique mais bel et bien une unité de peuples liés par le sang – discours évidemment inacceptable pour les Africains.

La communication détaillera ce parcours. Cela ne signifie pas que la Révolution des Œillets a eu comme objectif le développement du lusotropicalisme, mais de montrer que ce dernier a traversé sans encombre les tumultes du PREC, ce qui explique qu'il ressurgit périodiquement dans des discours officiels ou journalistiques, même si les sciences sociales portugaises ont aujourd'hui, très largement, rompu avec ces mythes.

### **David Castaño, IPRI - NOVA FCSH, “Mário Soares e o 25 de abril: a improvável afirmação de uma liderança”.**

Em abril de 1974, Mário Soares liderava uma frágil estrutura partidária com uma diminuta implantação no país. À sua esquerda, o recém-criado Partido Socialista procurava afirmar-se entre o grande partido da oposição clandestina, o Partido Comunista Português, e os recentes, pequenos, mas muitos ativos movimentos e grupos de extrema-esquerda, que atraíam as jovens gerações urbanas. Ao centro, a luta pela procura de um espaço próprio fazia-se contra os dissidentes do marcelismo, que pretendiam aproximar-se dos modelos propostos pela social-democracia europeia. Soares era um dos principais rostos da oposição, tecera uma rede de contactos internacionais e demarcara-se dos comunistas, mas era visto por muitos como o herdeiro da tradicional oposição republicana. Estava prestes a completar 50 anos, tinha um passado honroso, mas poucos lhe atribuíam um futuro político promissor. No entanto, quando o golpe militar abriu caminho a um

processo revolucionário que colocou em causa a implantação de um regime democrático, pluralista e representativo, Mário Soares afirmou-se como o principal líder civil da transição democrática portuguesa. Tendo como ponto de partida os trabalhos de alguns autores que no âmbito da ciência política e do estudo dos processos de transição democrática, chamaram a atenção para importância do contexto internacional, das redes e dos laços transnacionais forjados por diferentes agentes políticos (Pridham, 1991; Whitehead, 1996) nesta comunicação, pretendemos conjugar essa dimensão teórica com um estudo de caso, analisando a influência dos atores externos na afirmação política de Mário Soares e do Partido Socialista durante a transição revolucionária (1974-1975). Através da conjugação de um relevante levantamento de fontes primárias nacionais e internacionais (arquivo Mário Soares, Fundação Mário Soares e Maria Barroso; arquivo do Partido Socialista, Fundação Mário Soares e Maria Barroso; National Archives, United States of America; The National Archives, United Kingdom) abordaremos os condicionalismos externos e internos, as ameaças, as oportunidades e as opções tomadas pelo líder dos socialistas portugueses durante alguns episódios marcantes da transição revolucionária e os seus impactos no rumo seguido pelo país. A importância dos apoios externos na estruturação do Partido Socialista; a evolução em relação ao estabelecimento de uma relação privilegiada com o Partido Comunista e à replicação em Portugal do Programa Comum estabelecido em França entre o Partido Socialista e o Partido Comunista; a aposta na estratégia eleitoral e a consequente rejeição de propostas que a minimizavam (continuidade do MDP como movimento unitário que agrupava as forças políticas de esquerda; participação do MFA na Assembleia Constituinte); a evolução em relação ao envolvimento do MFA no processo político; a tensão entre legitimidade revolucionária e legitimidade democrática (eleitoral) e a importância dos apoios externos neste contexto, serão analisadas sob um prisma que privilegia a articulação entre o contexto interno, no qual se destacam as tensões entre poder civil e poder militar, e o contexto externo, então marcado por um desanuviamento nas relações entre os dois blocos, a détente, que poderia ser colocado em causa pelos acontecimentos em Portugal.

*Morgane Delaunay, Bruno Gois et Elsa Peralta, atelier sur les « retornados »*

**1. Morgane Delaunay, Centre d'études comparatives de l'Université de Lisbonne, “Les «retornados» d'Angola et du Mozambique et la vie politique portugaise”.**

Au lendemain de la révolution des œillets d'avril 1974, le Portugal, comme d'autres puissances coloniales européennes auparavant, a été directement confronté aux migrations post-coloniales. L'une d'entre elles a été l'arrivée ou, dans certains cas, le retour de plus d'un demi-million de colons portugais d'Angola et du Mozambique au cours du processus de décolonisation des territoires africains sous domination coloniale portugaise. Connus sous le nom de « retornados », leur arrivée s'est déroulée dans un contexte marqué par une très forte instabilité économique, sociale et politique. Le Portugal était entré dans le « processus révolutionnaire en cours », qui ne s'est achevé qu'en avril 1976 avec l'approbation d'une nouvelle constitution. C'était une période de réorganisation des forces politiques existantes, ainsi que d'émergence de nouveaux acteurs politiques. Les six gouvernements provisoires qui se sont succédé au cours de cette période de deux ans ont dû faire face à ces arrivées massives et mettre en œuvre une série de mesures actives dans le domaine du logement, de l'intégration économique, de l'éducation et de l'assistance sociale, ce qui a représenté un défi supplémentaire pour les nouvelles autorités portugaises.

Cette communication vise à analyser ce phénomène migratoire à travers un prisme politique, en identifiant les impacts politiques, à différents niveaux, de l'arrivée des retornados. Elle présentera les tentatives d'organisation des rapatriés ainsi que leur participation et leur comportement politiques, la réaction des partis politiques portugais face à l'installation des rapatriés, qui a coïncidé

avec une période électorale, mais aussi la manière dont ils ont essayé de capter l'électorat des rapatriés.

## **2. Elsa Peralta, Centre d'études comparatives (CEComp) de la Faculté des Arts et des Lettres de l'Université de Lisbonne, “Les «retornados» des colonies portugaises en Afrique et la mémoire conflictuelle du colonialisme et de la décolonisation”.**

50 ans se sont écoulés depuis la fin du colonialisme portugais en Afrique. Cependant, le colonialisme portugais et la décolonisation restent parmi les thèmes les plus controversés de l'histoire nationale. Si une mémoire glorifiante continue d'occuper une place centrale dans les formulations de l'identité nationale, le colonialisme portugais et la décolonisation révèlent de nombreuses fractures mémorielles. Ces dernières années, et parallèlement au mouvement antiraciste et décolonial mondial, les icônes de la célébration nationale-impériale ont également fait l'objet de critiques au Portugal. Cependant, la mémoire de la décolonisation portugaise et les événements qui l'ont accompagnée restent opaques et difficiles à articuler. L'un de ces événements a été le retour soudain dans l'ancienne métropole de plusieurs centaines de milliers de colons portugais vivant dans les territoires africains colonisés par les Portugais. Bien qu'il s'agisse d'un événement d'une ampleur considérable et d'une importance majeure pour la société et l'histoire portugaises, son souvenir est généralement confiné aux sphères privées et semi-privées de la socialisation de ces populations. Dans la sphère de la mémoire publique, ce n'est que récemment que le thème a fait l'objet d'une attention mémorielle plus large, qui tend à reproduire les tropes génériques autour de l'expérience des rapatriés et contribue à homogénéiser une population traversée par des différences de genre, des structures de classe et des racialisations. Cette présentation se concentre sur la mémoire du retour et des rapatriés afin d'aborder les aspects controversés et paradoxaux de la mémoire du colonialisme et de la décolonisation dans la société portugaise. Elle cherchera également à établir des comparaisons avec d'autres migrations de décolonisation afin d'explorer leur place mémorielle dans l'Europe postcoloniale.

## **3. Bruno Góis, Centre d'Études Comparées de la Faculté des Arts et des Lettres de l'Université de Lisbonne, “Femmes portugaises «retornadas» d'Angola : trajectoire sociale, nostalgie coloniale et participation politique”.**

Dans le contexte de la décolonisation, plus d'un demi-million de Portugais, principalement des personnes blanches et métisses, sont retournés au Portugal, entre 1974 et 1979, en provenance des anciennes colonies d'Afrique. Environ 60 % de ces rapatriés venaient d'Angola, fuyant la guerre civile et les changements sociaux brutaux. L'histoire de cette population est peu étudiée du point de vue des travailleurs salariés et des petits propriétaires terriens. De même, l'intersection du genre et de la « race » n'a guère été prise en compte. En analysant ce que l'on appelle les « retornados » du point de vue de la classe, du genre et de la « race », cette communication mobilise les récits de vie de femmes portugaises d'Angola. Le choix s'est porté sur des femmes de nationalité portugaise venues d'Afrique en Europe dans le contexte du rapatriement et qui ont vécu dans la même ville en Angola (Malanje) et/ou dans le même quartier au Portugal (Vale da Amoreira, dans la banlieue de l'aire métropolitaine de Lisbonne). Les trajectoires sociales de ces femmes portugaises, en ce qui concerne l'école, le travail et les loisirs, seront situées dans les vagues migratoires vers les colonies et dans le processus de réintégration dans l'ancienne métropole. Leur rapport au passé colonial sera interrogé, en tenant compte des pratiques de nostalgie coloniale, à savoir les rencontres en face à face et la participation à des groupes en ligne. Leurs opinions et leur participation politiques seront également abordées.

**Rui Graça Feijó, IHC - NOVA FCSH, "Esfera pública, liminalidade, indeterminação e agência na Revolução Portuguesa".**

Em 25 de Abril de 1974 deu-se uma movimentação de diferentes sectores militares que derrubou o Estado Novo. No espaço de uma semana, culminando na gigantesca manifestação popular do 1º de Maio, o golpe começou a transformar-se numa revolução, o que viria a ser acentuado no ano e meio seguinte, até que o PREC terminou com os ventos de 25 de Novembro de 1975. A proclamação ao país lida pelo general Spínola na noite de 25 de Abril enunciou um programa mínimo que pôde ser subscrito por uma vasta maioria dos portugueses, oriundos de várias famílias políticas e militares, e com lugar diverso na sociedade. O próprio programa do MFA divulgado dias depois acabaria por ser considerado por Inácia Rezola como "o pioneiro da ambiguidade que caracterizará o processo revolucionário português" (2007: 64). Assim, não se pode encarar a história desse período como o do triunfo de uma ideia pré-concebida de mudança política, ou seja, ler a História a partir do presente (uma democracia liberal com forte componente social, plasmada desde a Constituição de 1976, iniciadora da "Terceira Vaga de Democratização" - Huntington 1991). Pelo contrário, é necessário encará-la como um momento longo em que se assistiu ao confronto entre concepções distintas sobre o futuro de Portugal, e onde a mobilização popular alargada desempenhou um papel muito activo no desenrolar dos acontecimentos, e cujo desfecho se revestiu de grande incerteza. Neste comunicação procurar-se-á elencar as principais opções políticas - desde os sectores em ruptura recente com o Estado Novo até aqueles que protagonizaram longas lutas contra ele - evidenciando a miríade de propostas em confronto. Sublinhar-se-á o carácter radicalmente indeterminado de um processo assente numa importante dimensão de agenciamento colectivo. No final, uma reflexão sobre o ano e meio de PREC procurará por em evidência a natureza dos compromissos que sustentam a solução duradoura que se presta a cumprir 48 anos - o regime constitucional vigente.

**Susana Ferreira, York University, Canada, "The trouble with belonging: betrayal and nationality in post-imperial Portugal".**

My proposal considers how Portugal's turn to Europe, and the specific contours of the rejection of Salazarist empire, came at the expense of many of the Africans, Afro- descendants, and Black Portuguese whose struggles made O 25 de Abril possible. In particular, my attention is tuned to the dimensions, rationale, and consequences of the first legislation governing citizenship—or rather, nationality—in newly-democratic Portugal, analyzing it as an act of betrayal and of population whitening. Put another way: while the Carnation Revolution ushered the end of colonial occupation, the new legal framework that followed for who belonged and didn't belong in Portugal was a reaffirmation of Salazarist, colonial racisms.

The revolution of 1974 ushered the fall of the Estado Novo dictatorship, as well as the collapse of opportunistic multicultural rhetoric used by the regime to justify Portugal's colonial occupations. António de Almeida Santos was called on to draft a new law of nationality, a significant piece of legislation for a country that legally no longer stretched "from Minho to Timor"—deciding, essentially, who belonged there and who did not. The "natives" of Angola, Cabo Verde, Guiné Bissau, Mozambique, and São Tomé e Príncipe "were Portuguese as a result of a legal fiction in the 1933 Constitution," Almeida Santos wrote decades later in his memoir *Quase Memórias*. Now with independent countries of their own, he moved to strip them of their Portuguese citizenship—including those living in the metropole. This mass disenfranchisement was not applied to Portugal's former Indian territories. "Salazar himself admitted that Africans were not part of the Portuguese nation," Almeida Santos continued, without irony. "How could they be entitled to the nationality of a nation of which they were not a part?"



I would like to explore this tension: how the creation of the first law of nationality in democratic Portugal was premised on racist Salazarist logic, one that moved to further entrench the concept of Portuguese-ness-and, thus, the post-revolution capital P “People”-in whiteness, and how it betrayed the African, Afro-descendant, and Black Portuguese who were instrumental in the struggle for freedom on both continents. I am interested in examining the selection of the word “nationality” over “citizenship,” how the legislation dropped the lusotropicalist façade to do what’s commonly referred to as “saying the quiet part out loud,” and how Decreto-lei 308-A/75 de 24 de Junho laid ground for the racist and restrictive Lei 37/81 de 3 de Outubro. I am also interested in how Europeanness (namely, Portugal’s acceptance by Central European states as being sufficiently European) is measured in actions, as though Portugal’s Europeanness, or its belonging in Europe, is dependent on the performance of particular tasks (namely: enacting racist and restrictive laws governing citizenship, residency, and immigration) and not a fact of geography.

**Paulo Figueira, Centro de Estudos Comparatistas da Universidade de Lisboa, “Entre o Estado Novo e a Autonomia: um redimensionamento possível para o romance histórico A Filha de Tristão das Damas, de João dos Reis Gomes”.**

Durante o Estado Novo, algumas obras literárias serviram os propósitos do governo, quer no que toca à política interna e política externa, quer na visão da portugalidade. Com a Revolução dos Cravos e o advento da democracia, muitas dessas obras foram votadas ao esquecimento. Portugal, sem as possessões ultramarinas, passou ao território continental e a duas regiões autónomas insulares, Açores e Madeira, além da administração do território de Macau, entretanto, cedido à República Popular da China. A democracia portuguesa integrou-se, também, no Projeto Europeu (a atual União Europeia). Em 50 anos da Revolução dos Cravos e diferentes gerações filhas da democracia, a visão e o pensamento sobre Portugal e a portugalidade alteraram-se. Por isso, e igualmente perante o desafio do presente colóquio, várias questões exigem uma reflexão aberta sobre a imagem de Portugal, a nostalgia do Império, a influência europeia e a modernização e o apego à pátria. Acrescentamos as autonomias dentro da portugalidade, da Europa e o seu contributo na edificação de um país pós-25 de Abril.

Pensamos, para este desafio, na literatura esquecida, que, entretanto, voltou a ser recuperada com o amadurecimento da democracia. Será que os novos tempos encontraram nesta literatura, muitas vezes cara ao Estado Novo, operacionais legitimadores da afirmação de valores nacionais, regionais, dentro da cultura democrática do país? No caso do romance histórico, que reflexões sobre o redimensionamento dos referentes históricos ficcionalizados em diferentes contextos? 50 anos sobre a Revolução dos Cravos, há novas leituras que se insinuam no panorama português, sobretudo, com a reintrodução de heróis panegíricos que alimentaram visões de um mundo pré-25 de Abril e que, agora, no caso específico da autonomia madeirense, sugerem uma hipótese de identidade dentro da pátria portuguesa e de um subsistema literário integrado num sistema maior que é a Literatura Portuguesa. No plano da memória, da cultura e da identidade, a ideia autonómica madeirense recupera, em A Filha de Tristão das Damas, de João dos Reis Gomes, motivos para o enaltecimento dos heróis panegíricos que dimensionam o arquipélago português, em importância, na pátria. Este romance histórico teve como primeira intenção a publicidade do auxílio de Simão da Câmara, 3o Capitão do Funchal, à tomada de Safim, o que evidencia um referente histórico da história do arquipélago e a apologia do Império Africano. Por este motivo, não causa estranheza a apropriação da obra pelo Estado Novo em dois períodos marcantes da sua política externa, o pós-Segunda Guerra Mundial e a Guerra do Ultramar. Após 1974, o romance histórico foi votado ao esquecimento, pensamos que por razões que o ligam ao Estado Novo. Porém, para a autonomia política, A Filha de Tristão das Damas voltou, como no caso de outras obras “esquecidas”, a

merecer a atenção das instituições oficiais - e não só - ligadas aos Estudos Culturais e aos Estudos Insulares, com a reedição, pela Direção Regional de Cultura, e a divulgação no sistema de ensino. É, assim, do nosso interesse a problematização do redimensionamento de um romance histórico, caro ao Estado Novo, que, num tempo posterior, se potencia para contribuir para a relevância cultural e identitária do arquipélago madeirense, como região autónoma portuguesa e região ultraperiférica europeia.

**Manfredo Gambino, Università degli Studi di Parma, “L’Italie rouge dans l’Afrique noire: la gauche italienne engagée dans la décolonisation portugaise au Mozambique”.**

La transition portugaise de 1974 constitue un épisode unique dans l’histoire des changements de régime en Europe au XXème siècle. L’effondrement du salazarisme a déclenché une série de dynamiques politiques internes et une superposition de processus historiques internationaux. La Révolution des Œillets a représenté un point de convergence pour des processus historiques plus vastes, contribuant à la chute du dernier bastion du colonialisme, en ouvrant de nouvelles opportunités pour l’expansion de la Communauté européenne. Bien que la lutte pour l’indépendance du Mozambique puisse sembler éloignée du contexte italien, il est nécessaire de rejeter cette idée, car au cours de la période de lutte pour l’indépendance du pays, certains secteurs de la société italienne ont exprimé leur soutien à la cause du mouvement de libération FRELIMO. En particulier, ce soutien provenait d’organisations de solidarité, groupes de gauche, intellectuels et certaines personnalités du Parti communiste italien. Ces groupes organisaient des manifestations, des réunions publiques et des campagnes de sensibilisation pour promouvoir la cause de l’indépendance mozambicaine, en critiquant franchement le colonialisme portugais et son exploitation impérialiste, en reconnaissant les mouvements de libération comme représentants légitimes de leurs peuples. Un soutien particulier a été exprimé, grâce à l’engagement de certains militants communistes, par la ville de Reggio Emilia, qui est devenue un point de référence et de soutien pour le FRELIMO. La décolonisation africaine a donc joué un rôle significatif dans la politique étrangère du Parti communiste italien et a façonné un nouvel internationalisme. L’engagement du Parti en faveur du Mozambique a marqué une nouvelle position internationale, de moins en moins alignée sur la politique étrangère de l’Union soviétique et de plus en plus favorable aux mouvements de libération en Afrique, principalement inspirés par le socialisme comme horizon idéologique.

Dans ce contexte, une expérience significative de solidarité et de collaboration s’est développée entre la ville de Reggio Emilia et les mouvements de libération du Mozambique. Un aspect clé est que le soutien n’était pas seulement idéologique et moral, mais concret et matériel, basé sur l’envoi de dispositifs médicaux à l’hôpital de Capo Delgado grâce aux relations avec l’Arcispedale S.Maria Nuova de Reggio Emilia. Les premiers contacts entre ces mondes, en apparemment très éloignés, ont eu lieu en 1963 lorsque le maire communiste Renzo Bonazzi a rencontré Amilcar Cabral et Marcelino dos Santos, leaders indépendantistes africains, à Varsovie lors d’une conférence, cette rencontre a amené une correspondance fructueuse entre eux. Pour mieux comprendre comment s’est ensuite développé le lien spécifique entre Reggio Emilia et le Mozambique, il est nécessaire d’envisager plusieurs niveaux de relation. Tout d’abord, il y avait un fort lien entre les personnes impliqués; en deuxième lieu, il existait un réseau d’associations et de groupes actifs à Reggio Emilia, qui considéraient la lutte antifasciste et anticoloniale comme le pivot de leur combat politique et soutenaient la cause des colonies portugaises comme l’avant-garde de cette lutte. Pour reprendre les mots du leader mozambicain Samora Machel: ‘La solidarité internationale n’est pas un acte de charité, c’est un acte d’unité entre des alliés qui luttent sur des terrains différents pour les mêmes objectifs’.

**Jacinto Godinho - Universidade Lusófona - Centro de Investigação em Comunicação Artes e Novas Tecnologias - CICANT, “Os Olhos da Revolução: os cineastas que filmaram e editaram o 25 de Abril”.**

Esta comunicação aborda a forma como o jornalismo televisivo reportou a revolução do 25 de Abril em Portugal. Com que olhar viram os cineastas os acontecimentos? O que queriam ver? O que destacaram? Os protagonistas militares ou o povo? Entre a visão ingénuas dos repórteres portugueses e o olhar experimentado das equipas de jornalismo internacional, fabricaram-se as imagens de uma revolução romântica, com cravos nas espingardas.

Desde a publicação do livro Portugal e o Futuro, da destituição dos generais Spínola e Costa Gomes e do falhado golpe das Caldas, em Março de 74, que a situação em Portugal atraiu muitos jornalistas estrangeiros para a eventualidade de haver um golpe militar em Portugal. A Lisboa chegaram duas equipas de televisão, com dois jornalistas bastante experimentados em conflitos internacionais, o belga Josy Dubié e o francês Dominique Le Roux. Josy Dubié, de inclinação ideológica esquerdista consegue entrar em contacto com os sectores do PCP e faz uma reportagem com entrevistas clandestinas as várias pessoas da oposição, como José Manuel Tengarrinha e Sérgio Ribeiro, o funcionário do PCP que o auxiliou nos contactos e que teve a coragem de dar a cara como ex-presos político. Tengarrinha e Ribeiro foram ambos presos na sequência da exibição da reportagem de Dubié “Portugal ou L’Impasse”, em 2 de Abril de 1974 na RTBF, sendo dos últimos presos da PIDE/DGS. Um dos entrevistados que fala sem se identificar, é um militar que já estava envolvido na conspiração do Movimento dos Capitães e que no dia 25 fez parte da força que ocupou a RTP. Trata-se de António Reis, historiador e que na altura era membro clandestino do Secretariado do PS e jornalista na revista Seara Nova. Dominique Le Roux trabalhava nessa altura para a televisão francesa ORTF, mas existem suspeitas de que pertencia aos serviços secretos franceses SCDECE. Simpatizante da extrema-direita francesa, tinha ligações aos ex-membros da OAS que se exilaram em Portugal depois da crise argelina em 1962 e foram usados pela PIDE, como espões, através da agência Aginter Press. Le Roux veio acompanhado pelo jovem cineasta Jacques Boumendil e tinha informações que mais ninguém possuía ao contrário de todos os outros jornalistas que vieram a Portugal depois do falhado Golpe das Caldas em 16 de Março e que desistiram de esperar pela revolução como Josy Dubié que saiu dos país e só voltaria a 27 de Abril já depois do Golpe Militar. Le Roux aguardou em Lisboa, com a equipa de filmagem e na madrugada do dia 25 de Abril foi avisado por um misterioso capitão às 3 da manhã, no hotel em que estava instalado, de que a revolução estava na rua. Quem era na verdade Dominique Le Roux? Como sabia antecipadamente do 25 de Abril? Cinquenta anos depois vamos tentar revelar o mistério da primeira e mais completa reportagem sobre o 25 de Abril em Portugal, mostrando imagens inéditas.

**George Gomes, Université Rennes 2, “Le 25 avril et le temps de l’exil : les dernières défaites de Marcello Caetano”.**

Notre communication se penchera sur la trajectoire des principaux cadres de l’État Nouveau dans le contexte du 25 avril 1974. Nous nous intéresserons tout particulièrement au cas de Marcello Caetano, en examinant des ouvrages comme ses mémoires intitulées *Minhas memórias de Salazar* (1975) et surtout, la série d’entretiens concédés par l’ancien « Premier ministre » depuis son exil brésilien et compilés dans des ouvrages comme : *O 25 de abril e o Ultramar* (1976), *Marcelo Caetano, Angola e o 25 de abril* (1985) et *A verdade sobre o 25 de abril* (Edição do Jornal "O mundo Português", Lisboa : 1976). Nous prendrons aussi en compte les ouvrages de l’historien

Joaquim Veríssimo Serrão tels que *Correspondência com Marcello Caetano* (1980) et *Marcello Caetano. Confidências no exílio* (1985). Nous chercherons ainsi à démontrer comment le successeur de Salazar à la tête de la dictature portugaise s'est, entre sa prise de pouvoir en 1968 et sa mort en 1980, trouvé, aussi bien à gauche qu'à droite de l'échiquier politique, confronté à un profond courant d'opposition, voire parfois de rejet de sa personne. Toutefois, nous montrerons aussi comment, malgré son isolement politique profond, Caetano n'a cessé de défendre ses choix et de représenter une sorte de courant contestataire d'extrême droite, qui, un demi-siècle après la révolution, continue d'exister au Portugal.

**Frédéric Heurtebize, Université Paris-Nanterre - en délégation CNRS au Mesopolhis (UMR 7064), "Le regard des syndicalistes américains à Lisbonne durant la Révolution des Œillets".**

L'historiographie des quinze dernières années a mis en lumière la dimension transnationale européenne de la révolution des Œillets et notamment le rôle critique joué par les partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe occidentale pour accompagner la transition démocratique au Portugal. Des chercheurs ont examiné l'action de dirigeants tels que Willy Brandt, Helmut Schmidt ou Olof Palme pour soutenir les forces démocratiques et tempérer la crainte des Etats-Unis d'une prise de pouvoir par des forces d'extrême gauche aux contours incertains; d'autres se sont concentrés sur le rôle du Parti socialiste durant la révolution et de son dirigeant, Mário Soares, pour obtenir le soutien de ses alliés ouest-européens; d'autres encore ont analysé le rôle joué par les fondations, ouest-allemandes pour la plupart, dans la fourniture d'une aide financière et matérielle au Parti socialiste dans son opposition au Parti communiste. Dans l'ensemble, ces travaux ont montré de manière convaincante l'importance des réseaux transnationaux sociaux-démocrates européens et l'impact réduit des acteurs états-uniens.

Cette communication examinera le rôle joué par les deux plus grandes organisations syndicales des États-Unis dans la transition du Portugal vers la démocratie, un rôle largement négligé, voire ignoré, par l'historiographie. S'appuyant sur les archives de l'AFL-CIO (American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations) et de l'UAW (United Auto Workers), la communication examinera l'attitude des syndicats à l'égard de la révolution dans sa phase initiale, puis à l'égard de l'emprise croissante du MFA et du PCP sur le pouvoir entre l'automne 1974 et l'automne 1975. Quels furent leurs constats et appréciations? Quelles actions ont-ils menées ? Dans quels réseaux transnationaux s'inscrivaient-ils ? En quoi leurs approches ont-elles différé ? Enfin, quelle influence et quel impact ont-ils eu ? Présente à Lisbonne dès le 8 mai 1975, une délégation de l'AFL-CIO observe avec les événements avec espoirs et appréhension. En contact étroit avec des syndicalistes «frères» de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), les syndicalistes américains s'inquiètent de la force des organisations communistes et pro-Moscou, notamment dans l'Intersindical, et de la naïveté des acteurs censés contenir le «danger» communiste: Spínola («Il n'est pas maître en son royaume»), Soares et son parti («Ce n'est pas le socialisme que l'on respire dans ce parti»), ou l'ambassade américaine («totalement ignorante des questions syndicales»). L'UAW se montre toutefois plus mesuré dans son appréciation, acceptant d'aider financièrement les syndicalistes non communistes au printemps 1975 malgré un climat qu'il juge préoccupant.

Cette communication replacera la politique de ces deux centrales syndicales dans la perspective plus large de la guerre froide et de la détente, de la politique de Washington face au retour du «danger» communiste en Europe du sud (eurocommunisme et transitions démocratiques), de l'autonomisation des acteurs européens et des défis posés par l'affirmation du Sud global. Ce travail s'inscrit dans une recherche plus vaste, menée dans le cadre d'une délégation CNRS, examinant la politique des Etats-Unis face aux transitions démocratiques; il s'appuie sur l'examen d'archives

étatiques et non-étatiques aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en France, au Portugal, en Espagne et en Italie. La communication puisera également dans ces sources.

**Helena Lima e Ana Isabel Reis, CITCEM/ Faculdade de Letras da Universidade do Porto, "The sounds of Radio as a memory record of April 25, 1974".**

The role played by the radio in the 1974 Revolution in Portugal is recognized. As we celebrate the 50th anniversary of April, the sounds of the radio are a repository of the collective memory of the day that the dictatorship ended. Celebrating the Revolution is also reconstructing the timeline in which the articulation between military personnel, radio professionals and journalists allowed the beginning of the Armed Forces Movement and the transmission of that historic day to the Portuguese. The importance of this medium throughout the process is recognized by the different actors. There are multiple reasons that explain its central role, but also the decision making at each moment, how radio professionals joined the process and, ultimately, the broadcast to the population. Radio was still the privileged medium at the time, in a country where the illiteracy rate was high and television had not yet managed to enter every home. At the beginning of the 70s, radio prevailed in an essentially rural and illiterate society (Ribeiro, 2005) and analphabetic were 26% of the adult population. Its popularity can be explained by the penetration rate in the country, which would be approximately 88%. In 1974 there were more than one million radio receivers (Cristo, 2005; Ferreira, 2013). At the turn of the 70s, radio was undergoing transformation and, in a way, creating the conditions to gain the protagonism it had in 1974. Radio became the Command Post of the rebels and it is responsible for the sound symbols that identify April 25th. The participation of radio stations in the military movement was defined from the beginning. According to Otelo Saraiva de Carvalho, the Capitães de Abril had outlined a detailed plan and informal contacts were established with professionals that they were familiar with and others that were known because of their opposition to the regime. This connection led to the radio's centrality in the unfolding of the military coup. On the other hand, during the 25th it was the radio reporters who recorded and broadcast to the audience all the moments of a new stage in Portuguese history: conversations between military personnel, popular demonstrations, the release of political prisoners, the arrest of agents of the PIDE secret police or the surrender of Marcelo Caetano's government. The agility of the reporting and the possibility of live transmission gave the radio an indisputable centrality in the events of the April Revolution. This importance is evident, not only in the way military personnel, politicians and journalists understood their role (RIBEIRO, 2002; MAIA, 1999; VIEIRA, 2010), but also in the transformations in programming and information resulting from this situation. Our analysis seeks to reconstruct the timeline that of the dawn of the revolution on radio and the moments that followed. The methodology involves crossing different sources of information that have become known over the last 50 years, and analyzing radio reports made during that period, in order to understand how sounds are part of the history of the April Revolution.

**Rita Luís, IHC, NOVA-FCSH/IN2PAST, "Os meios de comunicação de massas": não podemos viver com eles, não podemos viver sem eles. Manuel Vázquez Montalbán e a revolução em Portugal."**

Que o processo político e social iniciado a 25 de Abril de 1974 teve um impacto importante em Espanha, é hoje sobejamente conhecido. Assustou um regime à beira do colapso, porém ajudou-o na percepção de que era necessário não ser igualmente apanhado de surpresa. Alimentou as esperanças da oposição ao regime franquista, permitiu-lhe sonhar e até viver uma liberdade que se encontrava à distância de uma viagem de carro: organizar partidos políticos na clandestinidade, organizar

manifestações, encontrar exílio ou simplesmente ver filmes e comprar livros proibidos. Nas quase sessenta crônicas que Manuel Vázquez Montalbán publicou, entre Março de 1974 e Dezembro de 1975, vislumbramos um pouco de tudo isto, porém enquadrado numa visão global do processo português, que identifica o Império Colonial Português como um dos seus nós górdios.

É a partir desta visão global que situamos o papel de Montalbán na imprensa tardo-franquista, observando a forma como pensa os meios e os usos que deles faz. Uma reflexão extrapolável ao momento em que o processo revolucionário se desenrola: entre uma Guerra Fria que opõe Este e Oeste e um movimento de descolonização que propõe um diálogo Norte-Sul, particularmente activo no âmbito da comunicação. Em 1975, Montalbán, na revista de humor que co-dirige, *Por Favor*, procura desconstruir a visão hegemónica de um processo revolucionário cada vez menos celebrado, senão até temido e não apenas em Espanha. As suas crônicas permitem leituras múltiplas: nelas acompanhamos a recepção do processo em Espanha, mas também uma luta por uma maior liberdade de expressão, amparada por uma crítica ao papel da imprensa em determinados processos políticos e, sobretudo, do sistema global que a alimenta. Um sistema que permite explicar, em parte, a má imprensa que o processo revolucionário adquire, a partir do momento em que ambiciona ser mais do que uma revolução de teor liberal.

### **Enio Viterbo Martins, Instituto Jurídico da Faculdade de Direito da Universidade de Coimbra, “O Brasil e a Guerra Colonial Portuguesa: Política, Estratégia e Adaptação”.**

A Guerra Colonial Portuguesa, iniciada em 1961, teve um notável impacto internacional. O conflito travado pelo governo português em três teatros de operações diferentes repercutiu na comunidade internacional sob diferentes perspectivas. Os países mais próximos de Portugal tiveram que enfrentar a possível necessidade de restringir o envio de armas para que o regime português pudesse enfrentar o conflito, mas o impacto não se limitou apenas ao âmbito comercial; houve também um impacto político interno que a historiografia ainda está no processo de esclarecer, como a adaptação das táticas portuguesas no conflito. Este estudo objetiva analisar qual foi o impacto desse conflito em um dos países mais próximos de Portugal: o Brasil.

O governo militar brasileiro, estabelecido em 1964, compartilhava afinidades ideológicas com o regime ditatorial português, notadamente uma forte inclinação anticomunista. No entanto, havia divergências internas sobre como abordar o conflito português, resultando em pressões significativas por parte dos militares "linha-dura" sobre o próprio governo, na tentativa de influenciar a política externa brasileira e, por conseguinte, o conflito português.

No aspecto de política externa, ao examinarmos fontes relacionadas ao aparato de inteligência brasileira no período de 1964 a 1974, analisaremos como a ditadura brasileira lidou com a demanda portuguesa por armamentos no conflito, como o Brasil se posicionou nos órgãos multilaterais de representação, como as Nações Unidas, e como o sistema de inteligência interpretou os movimentos de libertação nos territórios africanos. Dado o recorte temporal, este estudo não se restringirá à análise de uma política externa específica de um governo militar, mas reunirá uma perspectiva de longo prazo do regime militar brasileiro.

Outro aspecto a ser examinado, com foco nos setores internos do governo do Brasil, é como as táticas militares portuguesas foram recebidas pelos militares brasileiros e sua possível adaptação para uso no cenário doméstico. Um exemplo desse intercâmbio pode ser observado no fato de que o oficial do Exército português Hermes Araújo publicou uma obra intitulada "Guerra Revolucionária" pela editora do Exército brasileiro em 1965, trabalho que foi amplamente aceito no meio militar do Brasil. A leitura dos militares brasileiros sobre as técnicas e táticas portuguesas será feita por meio de fontes primárias obtidas dos arquivos das Forças Armadas brasileiras.

Conforme será observado, aos olhos do regime militar brasileiro a Guerra Colonial de Portugal não representava apenas uma situação de difícil resolução pelos órgãos de diplomacia do Brasil, mas possivelmente uma luta do governo português contra a influência comunista, o que poderia, inclusive, se reproduzir no Brasil.

Assim sendo, este estudo será dividido em três partes: a análise da posição brasileira perante a comunidade internacional, a análise das ações do governo brasileiro em apoio ao esforço de guerra do governo português e, por fim, o intercâmbio entre as doutrinas de guerra utilizadas por Portugal e o cenário político brasileiro.

### **Rui Mateus, FCSH-UNL, “Os saneamentos no Ministério dos Negócios Estrangeiros- Um olhar sobre os processos da Comissão Interministerial de Saneamento e Reclassificação”.**

Apesar dos estudos existentes sobre as características transnacionais da revolução portuguesa, que se prendem sobretudo com a descolonização e ingerência estrangeira, uma dimensão deste evento chave da história de Portugal e do mundo tende a ser esquecido: a revolução nos espaços representativos de Portugal no estrangeiro. Tanto no Ministério dos Negócios Estrangeiros (MNE) como nas embaixadas e consulados portugueses, abril trouxe mudanças que se inserem na política de saneamentos e alterações de pessoal, levada a cabo pelas novas autoridades.

O historial de relações entre os emigrantes portugueses em França e os representantes oficiais do seu país no estrangeiro era tenso, e, logo após o 25 de abril, chegaram às novas autoridades os ecos da vontade de uma mudança no funcionamento da rede consular e diplomática. No MNE, um clima agitado foi sentido nos primeiros dias, mas a política de saneamentos pautou-se por uma lógica de discrição e pragmatismo, e os seus resultados práticos mantiveram-se envoltos num certo nevoeiro, mesmo na memória dos que lá trabalhavam. Numa primeira fase, o detentor da pasta dos negócios estrangeiros, Mário Soares, levou a cabo alguns ajustes discretos. Porém, com a evolução do processo revolucionário e pressões várias, foi criada a Comissão Interministerial de Saneamento e Reclassificação, que ficou encarregue de estudar os vários casos de possível substituição dos detentores de cargos públicos, para depois elaborar uma proposta a apresentar ao ministro competente. No caso do MNE, a comissão foi liderada pelo antigo embaixador João Pequito, com a tarefa acrescida de abranger um campo geográfico maior, que se espalhava pela rede diplomática e consular mundo fora. Com base em documentação inédita, presente nas pastas relativas aos processos que a Comissão de Saneamento e Reclassificação do MNE instaurou, nesta comunicação abordaremos as mudanças na rede consular e diplomática presente em França e a forma como os processos se desenvolveram no país onde mais portugueses habitavam, fora de Portugal.

Os inspetores consulares foram os agentes que averiguavam as queixas e denúncias chegadas à comissão, vindas dos próprios funcionários do posto em questão ou de protestos, petições e abaixo-assinados feitos pelos emigrantes abrangidos pela jurisdição de determinado consulado. Os processos abertos não envolveram apenas os altos cargos, como cônsules e vice-cônsules, tendo chegado também outros funcionários e até antigos trabalhadores das instalações. Certos casos foram mais discretos, outros mais longos, e alguns emigrantes não ficaram parados à espera de uma resolução: nalgumas localidades foram sujeitos ativos no processo, como no caso dos confrontos peticionários, em Havre, ou na ocupação de Consulado, ocorrida em Nantes.

Pretendemos assim contribuir para um melhor entendimento acerca da política de saneamentos no MNE, bem como uma análise dos procedimentos que foram seguidos pela sua comissão e os seus resultados (ou, por vezes, falta deles).

**Nuno Medeiros, Universidade de Lisboa, “A edição católica na oposição ao Estado Novo entre os anos 1960 e as vésperas da revolução”.**

Durante grande parte da vigência do Estado Novo, as manifestações de incidência política de desacordo, crítica ou confrontação no seio da Igreja católica portuguesa face às circunstâncias da governação, aos acontecimentos sociais e à relação de proximidade da hierarquia com as estruturas e posicionamento ideológico do poder aparentaram uma estabilidade e unicidade que sofre uma clara erosão e fragmentação em finais dos anos 1950 e, sobretudo, 1960. O que move as novas pulsões de dissidência é um desígnio de revitalização da Igreja a partir de um pendor evangélico de construção de uma sociedade capaz de concretizar os objectivos da paz e da justiça social. Resistir à acção do governo correspondia à necessidade sentida por um conjunto crescente de membros da Igreja de intervirem mais no espaço público através de tomadas de posição política fora do eixo e do controlo da estrutura hierárquica católica. O universo do livro participa neste surto transformador de uma consciência católica de intervenção, amplificando-o e contribuindo para a formulação das regras com que é feita e disseminada a discussão. A história da edição em Portugal nestes anos decisivos que desembocaram nas transformações trazidas pelo 25 de Abril não se pode fazer sem abordar uma série de projectos de edição e animação cultural e cívica de base católica que, apesar da sua heterogeneidade, revelaram um dinamismo social de pendor político em clara dissonância com o regime.

O movimento editorial de base católica e orientado para a denúncia da realidade social e política portuguesa e para a abertura a novas formas de posicionamento religioso e teológico face aos costumes que se verificou nos anos 1960 e na primeira metade dos anos 1970, marcou indelevelmente a paisagem do livro português da segunda metade do século XX. Expressando uma mundividência intrinsecamente cristã e reflectindo a dinâmica do próprio catolicismo dentro e fora de Portugal, este movimento editorial lançou novos para o debate e recuperou fórmulas do passado, concorrendo para uma renovação do sistema editorial ocorrida entre a década de 1960 e a revolução de Abril de 1974 e contribuindo para a tomada de consciência de vários sectores católicos com um impacto político e cultural evidente, apesar do mercado relativamente modesto que representou. A edição participou, desse modo, no dinamismo que atravessou o catolicismo português, mais politizado e disposto à acção depois das eleições presidenciais de 1958 e do início da guerra colonial em 1961 e do seu arrastamento por 13 anos. Efectivamente, o universo editorial e livreiro não ficara indiferente às temáticas emergentes no domínio das novas abordagens doutrinárias quanto às dimensões de actividade cívica, pastoral e mesmo política da Igreja. Fosse pela via menos regular, como a da edição de autor, ou a partir de uma premissa mais organizada e colectiva, nasciam ou reforçavam-se projectos de edição cuja actividade ia configurando um catálogo que se contrapunha às posições mais tradicionalistas da espiritualidade piedosa e que abraçava as matérias e proposições teológicas inovadoras, ruptura e inconformismo.

Para além das chancelas que nasceram ou foram reorientadas na sua produção na década de 1960, de que o exemplo paradigmático será a Moraes, no início dos anos 1970 surgem novos focos de relevo editorial no âmbito de tomadas de posição marcadas por ligações mais ou menos estreitas a ideários cristãos de denúncia ou a grupos católicos de oposição. Tal foi o caso da Ulmeiro, livraria, editora e distribuidora criada em 1969 por um colectivo liderado por José Antunes Ribeiro, e que começou a publicar no ano de 1970. A sua actividade cultural ancorou-se desde o início na articulação estrita de uma dinamização editorial e livreira, com sessões de declamação, música, debate, apresentação de livros. Não publicou propriamente livros de jaez eclesial ou reportado à acção da Igreja, mas os seus promotores assumiam-se na sua intervenção editorial como católicos progressistas claramente inseridos politicamente nessa intervenção. Refiram-se ainda, por exemplo, a Livraria Telos Editora, chancela religiosa cuja actividade editorial se inicia em 1971. Da produção desta editora emanou um catálogo onde, ainda antes do 25 de Abril, se expunham à discussão e



circulação editorial temas sociais, políticos, económicos ou laborais. Neste lote de projectos editoriais podem contar-se ainda editoras como a Livraria Multinova, editora de cariz religioso criada em 1970, e as Edições Base, que começaram a editar em 1973. Esta editora provém da ação de militantes católicos com actuação no Centro de Cultura Operária, ligado à Liga Operária Católica.

Engendrada a partir de projectos muito diversos, produtores de um campo assaz heterogéneo no seu interior, a edição oposicionista católica ou feita por editores que assumiram a sua condição de católicos como elemento identitário nuclear, actuou como instância de mediação cultural, cívica, eclesial e política, dando corpo a uma das principais dimensões da actividade editorial: a prescrição. O livro surge no quadro da acção editorial católica de contestação em Portugal durante estes anos verdadeiramente como “fermento”, na expressão de Henri-Jean Martin e Lucien Febvre. Se o livro é mercadoria, constitutiva de um mercado capaz de se reproduzir e garantir a sua expansão, para o qual a lógica do cálculo e do estabelecimento de preços e metas não é estranha, ele não deixa de ser também solo fértil ao aparecimento, configuração e circulação de ideias, veículo que existe frequentemente fora do eixo da mercantilização, obedecendo a uma lógica social inversa à do rendimento comercial e motivada por outro tipo de ganhos, como os estéticos, espirituais ou ideológicos.

### **João Moreira, CHAM – NOVA FCSH, “Os trotskistas franceses e a Revolução Portuguesa de 1974-1975”.**

A revolução portuguesa de 1974-1975 suscitou muita atenção entre os diversos grupos e partidos das esquerdas europeias. Num artigo paradigmático “Será que verei Lisboa?”, Victor Pereira explicou de forma abrangente o modo como intelectuais, militantes políticos, sindicalistas e jornalistas franceses associados àquele campo político viveram in loco a última revolução de carácter socialista na Europa. Alguns deles eram, respetivamente, trotskistas da Organisation communiste internationaliste (OCI) e da Ligue communiste revolutionnaire (LCR). Pierre Lambert, Charles Michaleaux, Daniel Bensaid, entre muitos outros, procuraram não apenas compreender e explicar as principais dinâmicas do processo revolucionário – o que potenciou discussões acesas entre diversas tendências e correntes que se reclamavam da IV Internacional –, mas também auxiliar materialmente as organizações portuguesas. Além disso, as sucessivas estadias em Portugal, mais concretamente na sua capital, Lisboa, tiveram, igualmente, a intenção de fazer alinhar as organizações portuguesas com as políticas da OCI e da LCI para aquela conjuntura precisa. Note-se que as pequenas organizações trotskistas portuguesas eram essencialmente organizações juvenis. Ao contrário da maior parte das correntes de inspiração marxista, os trotskismos portugueses não tiveram origem em ruturas ou cisões no Partido Comunista Português, mas, sim, na radicalização de estudantes liceais e universitários das maiores cidades do país: Coimbra, Lisboa e Porto.

O objetivo desta comunicação é explicar as ligações efetivas com os grupos congéneres portugueses desde meados da década de 1960, mas particularmente ao longo do período iniciado em Abril de 1974. Além disso, pretende apresentar as diversas políticas das organizações francesas para o período revolucionário português. Que militantes franceses estiveram em Portugal ainda durante o período do Estado Novo? Qual a relação entre as organizações francesas e os trotskistas portugueses exilados em França? Quem eram estes militantes? Qual o papel de Pierre Lambert na política do Comité de Ligação dos Marxistas Revolucionários Portugueses (CLMRP)? De que forma era recebida pelos dirigentes da Liga Comunista Internacionalista (LCI) a política de Alain Krivine (e, claro, de Ernest Mandel)? Quando chegaram a Portugal, após o 25 de Abril, os principais dirigentes franceses? E qual o papel dos dirigentes franceses nas organizações portuguesas durante a revolução? Suportada por documentação inédita (documentos internos) e propaganda presente em

diversos arquivos, mas também por entrevistas com alguns protagonistas, esta comunicação pretende oferecer alguma luz sobre o CLMRP e sobre a LCI – organizações políticas ainda pouco estudados pela historiografia portuguesa. Especificamente, esta comunicação procura elucidar sobre o modo como aquelas duas organizações se relacionaram com as organizações congêneres francesas ao longo do período aberto pelo 25 de Abril de 1974.

**Rita Lucas Narra, IHC-NOVA FCSH/IN2PAST, “Portugal não será o Chile da Europa’ – O referente chileno no processo revolucionário português 1974-75”.**

Na paisagem revolucionária de Portugal 1974-75, a história (então) recente do Chile assumiu um lugar determinante. Se o golpe militar que depusera o governo socialista da Unidade Popular impressiona o mundo meses antes (11 de Setembro de 1973), as suas ondas de choque tiveram uma repercussão particular no Portugal revolucionário, onde um golpe militar despontara também um processo de profunda mudança política, mas (e cada vez mais) em sentido inverso.

Com efeito, o referente chileno inscreveu-se nos destinos do Processo Revolucionário em Curso (PREC) desde o começo, ora em convergência, ora em contraste acentuado. Logo no histórico comício do Dia do Trabalhador de 1974, escassos dias após o golpe vitorioso do MFA, defendeu-se o corte de relações diplomáticas com a Junta Militar chilena. Nos meses seguintes, multiplicaram-se as acções de solidariedade com o Chile, bem como os paralelos estabelecidos entre os dois contextos, num movimento transversal que foi transversal à sociedade portuguesa. Na qualidade de interlocutor dos acontecimentos do PREC, o caso chileno assumiria de tal forma importância que o repto ‘Portugal não será o Chile da Europa’ – gritado em manifestações e pinchado nas paredes – se tornou rapidamente num dos slogans emblemáticos do processo revolucionário português.

Não obstante a importância clara que o Chile assumiu no imaginário da revolução portuguesa, escasseiam ainda os estudos que abordem esta relação de forma abrangente e sistemática. Esta comunicação propõe, num primeiro momento, a exposição de alguns dos episódios obliterados que substanciaram esta relação, desde as iniciativas por ocasião do primeiro aniversário do golpe militar chileno que atravessaram o país (Setembro de 1974), ao fluxo permanente de exilados políticos chilenos que passaram por Portugal neste período (Hortensia Allende, Elba Vergara, Eduardo Rojas, entre outros) e à ampla difusão que a obra de Pablo Neruda conhece então em Portugal. Num segundo momento, a comunicação irá problematizar os contornos deste paralelo com o Chile, questionando de que modo foi mobilizado por diferentes actores políticos no PREC e que funções serviu. A título de exemplos, o MFA usou com frequência o contraste de actuação entre as duas Forças Armadas como contraponto legitimador, integrando-o na sua narrativa de legitimação como actor revolucionário; e de forma mais ampla, os eventos recentes do Chile foram tomados como representação imediata e terrífica das ameaças que pairavam sobre um processo revolucionário democrático em plena Guerra Fria, convertendo-se nesse sentido numa janela para um dos futuros possíveis de Portugal.

**Sérgio Neto, UP/FLUP/CITCEM, e Clara Isabel Serrano, FLUC/CEIS20/UC, “Between history and memory: 25 April in school textbooks”.**

Sometimes defined as ‘scientifically correct literature’, but not necessarily as ‘scientific literature’, school textbooks, especially History and Geography textbooks, are a powerful instrument in the (ideological) education of young people in the various political regimes. In this sense, since the end of the Second World War, they have been analysed by specialists (note the studies by Georg Eckert for the German case; by Alain Choppin, Roger Seguin, and Joseph Poth for the French; by Agustín Escolano Benito for the Spanish and, more recently, Yoram Bar-Gal and Nurit Peled-Elhanan for the

Israeli-Palestinian conflict), has become fundamental, since it allows us to map the different dynamics that underlie a process mediated by political power, society, and various pressure groups, as well as the tradition itself.

Furthermore, as Falk Pingel states: ‘textbooks are one of the most important educational inputs: texts reflect basic ideas about the national history and culture, and [...] are often a flash-point of cultural struggles and controversies. The role textbooks play varies from country to country [...]. At first glance, this issue appears to refer only to methodological issues. But deeply rooted matrices of “official” historical memories are often masked by the different ways in which textbooks are used’.

While the Carnation Revolution brought an end to the so-called ‘one book’ and, in the specific case of History, a less ‘hero-centered’ approach, the truth is that a romanticised view of the ‘maritime quest’ tends to persist. Hence the criticism that several authors have developed to ‘decolonise’ them (see the studies by Cristina Roldão, Marta Araújo, Silvia Maeso, and Anabela Rodrigues).

In any case, it is equally important to understand how the revolutionary period itself was represented and analysed by the education system. Knowing that along with the International Day of Commemoration in Memory for the Victims of the Holocaust, the 25th of April is the moment most marked in schools – with exhibitions, lectures, and other activities – it will be important to measure its place in the fundamental instrument of teaching practice that is the textbook.

Thus, using a comparative methodology, this paper aims to analyse the History textbooks for the 9th grade, the last occasion on which this subject is taught to all students throughout their school career. Starting from the long chronological arc mediated by the 1975 textbooks and the most recent ones, which came out in 2023 (divided into four periods), we will analyse the different visions that the revolution inspired. Without losing sight of the historical distance, ‘democratic normalisation’ and subsequent educational legislation, we will review themes and issues that are as pertinent as they are current, such as the period of ‘final agony’ of the dictatorship, the role of the military and the parties in the Revolution, the ‘Hot Summer’, as well as the 1976 Constitution and the ‘returns’ of the former colonists and independence in Africa.

### **Ricardo Noronha, IHC - NOVA FCSH / IN2PAST, “The ‘Oil shock’ of 1973 and the political economy of the Portuguese Revolution (1974-75)”.**

Following the military coup of 25 April 1974, Portugal experienced a revolutionary period characterized by unprecedented levels of labor unrest and political radicalization. As the social landscape suffered a profound transformation, key-sectors of the economy were nationalized, many firms went into self-management and large areas of the South were swept by land occupation. When the country’s democratic Constitution was voted, on 2 April 1976, it contained numerous references to “socialism”, “self-management”, “planning” and “agrarian reform”, bearing witness to a widespread commitment to build a “classless society”. Explanations for these dramatic transformations tend to privilege political factors, namely the radicalization of large sectors of the population of Lisbon’s industrial belt and the Southern countryside, along with the influence of the Portuguese Communist Party over the Armed Forces Movement. Interpretations of the political economy of the Revolution therefore lack a more rigorous assessment of the impact of structural factors, like the profile of productive specialization of the country, its energetic dependency, or the deteriorating terms of trade with the outside during the mid-1970s. This paper will analyse the transformations of the revolutionary period in Portugal at the light of the most recent literature on the Oil shock of 1973 and what several authors have designated as the ‘Long 1970s’. More specifically, the paper will look into the Third and Fourth Development Plans of the Portuguese Estado Novo, along with the New Industrial Policy pursued under the government of Marcelo Caetano and the Sines’ Project, in order to assess the extent to which previous capital investments

affected the economic performance of the country after the 25 April military coup. Additionally, the paper will measure the weight of energy prices in the deterioration of the terms of trade of the Portuguese economy, comparing it with the impact of rising labor costs and reduced labor productivity. Its chief aim is to contribute to ongoing debates regarding the transformations of the global political economy during the ‘Long 1970s’, by providing a clearer interpretation of the case of Portugal and its short-lived ‘transition to Socialism’.

**Pedro Aires Oliveira, IHC - NOVA FCSH, “Timor e as águas envenenadas da descolonização portuguesa”.**

Em termos de percepções comuns, o «processo de descolonização» ocorrido em 1974-76 permaneceu durante muito tempo como um dos aspetos do 25 de abril mais negativamente avaliados pela opinião pública portuguesa, a fazer fé nas várias sondagens e estudos de opinião realizados entre 1977 e 2004.

Vários fatores terão concorrido para que isso acontecesse, mas um deles terá sido certamente a persistência de um discurso crítico, muitas vezes formulado numa linguagem emocional e até violenta, na esfera pública do Portugal pós-autoritário. Através de vários polemistas, predominantemente situados na área da direita ou extrema-direita (mas não só), toda uma condenação do «processo de descolonização» foi fazendo o seu caminho e marcando, de forma indelével, a percepção desse fenómeno entre largos sectores da população (arriscaríamos dizer que praticamente até aos nossos dias).

A relevância que os territórios africanos, e a situação dos chamados «retornados», adquiriram nesse contexto é sobejamente conhecida. Mas o papel de Timor na construção dessa «memória maldita» da descolonização tem sido menos examinado. Nesta comunicação, tentaremos perceber como, e em que termos, é que os acontecimentos ocorridos no território em 1974- 75 figuraram nessa narrativa muito hostil a partir de algumas intervenções no espaço público acerca da conduta das elites políticas, e dos militares, na mais remota das «províncias ultramarinas» de Portugal.

**Agnès Pellerin, INET-md – NOVA FCSH, “Mémoire sonore de la Révolution des Œillets : résonances de *Grândola Vila Morena* au cinéma”.**

*Grândola vila morena*, utilisée par les militaires comme code radiophonique dans la nuit du 24 au 25 avril 1974, est devenue un élément clef de la Révolution des Œillets, indissociable de son « histoire familiale » et de son « scénario » (Trindade). Dans la mémoire collective, cette chanson tire sa force performative de ses caractéristiques musicales et de son sens politique latent, mais aussi de sa circulation autonome vis à vis de tout support visuel. Comment le cinéma, « source et agent de l’histoire » (Ferro), s’est-il néanmoins emparé de cet élément sonore fédérateur, constitutif de l’événement? Comment, dès la période révolutionnaire, cette chanson *a capella* et de facture traditionnelle, dont les arrangements marqués par des bruits de pas semblent annoncer les soldats en marche, vient-elle attester de la révolution en acte ? Comment fait-elle corps avec l’événement populaire représenté à l’écran ? Le dialogue qu’elle propose entre voix solo et reprise en chœur incarne-t-il de manière unanime le passage symbolique du mot d’ordre à l’action collective (Ciccia) ?

A partir des années 2000, quand le cinéma se propose de reconstituer à plus long terme l’histoire de la Révolution des Œillets, ou d’évoquer sa mémoire, dans un registre fictionnel mais aussi documentaire, il accorde aussi une large place à cette chanson, exploitant sa force expressive qui favorise la participation émotionnelle du spectateur. L’exercice de mémoire qu’implique l’enchaînement de ses strophes semble alors nourrir naturellement une posture de commémoration.

Pourtant, tout au long de l'histoire, en relevant le défi d'apporter un contrepoint visuel à l'invisibilité musicale, le cinéma a eu recours à une diversité de formes et de mises en récit de *Grândola vila morena* qui, au-delà des choix esthétiques, dépassent le consensus commémoratif autour du 25 avril. L'analyse d'extraits de plusieurs films réalisés à plus ou moins longue distance de l'événement, et souvent issus de coproductions internationales, montre comment cette chanson s'est fait le support d'identifications complexes, engageant «une éthique du regard, une définition de la place du spectateur, une conception de l'événement dont les résonances sont éminemment politiques » (Lindeperg), au risque de devenir parfois un « marqueur illusoire de vérité », écueil du film historique.

### **Victor Pereira, IHC e NOVA FCSH, “Une révolution accueillante ? Étrangers et réfugiés dans le Portugal révolutionnaire”.**

Le Portugal a représenté une destination prisée par les jeunes et moins jeunes militants politiques de gauche et d'extrême gauche d'Europe de l'Ouest qui désiraient voir et participer à une révolution qui semblait réaliser les espoirs nés en 1968 à travers le monde. Des centaines de Français, d'Italiens, d'Anglais, d'Allemands, etc., ont pris l'avion, le train ou la voiture pour assister à une révolution où les occupations d'usines, de logements, de terres semblaient remettre radicalement en cause le capitalisme. Pour des Espagnols, des Chiliens ou des Brésiliens, le pays a également semblé constituer un refuge permettant de fuir des dictatures et continuer un combat politique. Ils espéraient y trouver l'hospitalité que des milliers de Portugais contrains à l'exil avaient cherché à l'étranger les décennies précédentes. Après plus de 40 ans d'une dictature qui se méfiait des influences étrangères, jugées pernicieuses, et exaltait un nationalisme chauvin, le Portugal apparaissait comme un pays accueillant, soucieux de s'ouvrir au monde et de montrer sa révolution jugée singulière. Cette communication prétend en premier lieu étudier les flux d'étrangers et de réfugiés qui s'installent, plus ou moins longtemps au Portugal et saisir leurs engagements dans le Portugal révolutionnaire. Le Portugal accueille à la fois des individus qui demandent l'asile mais aussi des militants qui, pendant quelques semaines, participent à des coopératives agricoles ou à d'autres mouvements. D'autre part, nous désirons analyser comment l'État portugais — loin d'être un monolithe, d'autant plus qu'il connaît une crise à partir du 25 avril 1974, incapable de maintenir l'ordre et la discipline au sein de l'armée — et les partis politiques ont réagi face à l'arrivée de ces populations étrangères. Le Portugal révolutionnaire devait-il accueillir des individus fuyant des dictatures, au risque de compromettre ses relations diplomatiques avec leurs pays d'origine ? Les étrangers pouvaient-ils prendre part aux mouvements sociaux ? Ces derniers pouvaient-ils apporter une expérience utile ? Cette communication désire montrer comment la volonté de restauration de la discipline et de maintien de l'ordre public, à partir de septembre 1975, s'est accompagnée d'une volonté de contrôle accru sur les étrangers. Cette communication s'appuiera notamment sur les archives du ministère de l'Intérieur et du ministère des Affaires étrangères portugais.

### **Virginie Philippe, “La Radiotelevisão Portuguesa pendant le PREC, les paradoxes d'une télévision en révolution”.**

Cette proposition de communication s'appuie sur l'analyse d'un fonds d'archives original, les archives audiovisuelles de la Radiotelevisão Portuguesa (RTP). Ces sources s'avèrent particulièrement précieuses pour interroger à nouveaux frais le Processo Revolucionário em Curso (PREC). Ces sources, plus de deux cents productions et coproductions de la télévision portugaise réalisées entre avril 1974 et janvier 1976, seront croisées avec des sources orales (entretiens avec des journalistes, des présentateurs, des réalisateurs et réalisatrices, des reporters graphiques, une

habilleuse sonore, des responsables du personnel, des délégués syndicaux et un ancien président de la Commission Administrative) et écrites (principalement issues du fonds documentaire de la RTP) afin d'interroger les modalités de construction ainsi que le contenu des récits télévisuels élaborés par la RTP pendant le PREC. Cette analyse permet de saisir la métamorphose idéologique de ce média lors du processus révolutionnaire. Or, comme en témoignent les sources mobilisées, cette transformation n'est pas dénuée de contradictions.

Créée dans les années 1950, conçue par le salazarisme comme la voix du pouvoir, insidieuse et quotidienne, la RTP constitue en effet une véritable télévision en révolution pendant le PREC. Sa programmation, sa structure et son personnel expérimentent des altérations profondes et radicales. L'effervescence d'Avril et la liberté retrouvée stimulent la créativité. En sus d'être artistique, la transformation télévisuelle est aussi et surtout idéologique. Grâce aux multiples coproductions réalisées avec des coopératives de cinéma, la RTP cherche à révéler la réalité sociale du pays occultée sous la dictature, tout en examinant les ressorts du « fascisme » pour mieux les dénoncer. La politisation des contenus augmente in crescendo au fil du PREC. Du 25 Avril à la rupture que représente le 25 Novembre, la RTP promeut le programme socialiste du Movimento das Forças Armadas (MFA) et légitime la lutte. Ce discours se radicalise dans le sillage du 11 Mars, et encore davantage lors du Verão Quente. La bataille pour le contrôle éditorial, qui oppose principalement le parti communiste (PCP) au parti socialiste (PS), déstabilise profondément la RTP. En dépit de son orientation révolutionnaire, et des intentions initiales du MFA pour la démocratiser, la Radiotelevisão Portuguesa conserve, durant la période la plus radicale du PREC, des traits de la dictature estado-noviste. Elle continue notamment d'être un instrument discursif du pouvoir. Parmi les pratiques qui continuent d'être appliquées, figure la censure, verticale comme horizontale. Le rôle de la télévision, consacrée apôtre du socialisme et de la collectivisation, est de faire croire à l'utopie née du 25 Avril et de convaincre les Portugais, surtout les travailleurs, que « tout est possible ». Et si cette saturation idéologique se dissipe après le 25 Novembre, le contrôle éditorial et la manipulation de l'information ne disparaissent pas complètement lors de l'étape constitutionnelle.

**Fernando Pimenta, Centro de Estudos de História do Atlântico, e Alberto Vieira, Direção Regional do Arquivo e Biblioteca da Madeira, “Madeira: Revolução e Autonomia (1974-1976)”.**

Nesta comunicação iremos colocar em perspectiva o processo revolucionário de 25 de Abril no Arquipélago da Madeira, tendo em especial consideração a sua inter-relação com o processo autonómico e que desembocou na instituição de um regime de autonomia regional em 1976.

Com efeito, a revolução de 25 de Abril de 1974 criou as condições políticas necessárias ao estabelecimento de um regime de autonomia política, administrativa e financeira na Madeira. Uma autonomia reivindicada pela generalidade dos madeirenses, dos vários quadrantes políticos, tanto à esquerda como à direita, e que retirou espaço político aos eventuais focos de independentismo, que rapidamente soçobraram à instalação do governo próprio no arquipélago. Longe de representar uma mera forma de descentralização de poder, nem constituindo tão pouco uma concessão magnanimamente outorgada pelo Estado central aos órgãos de administração local, o regime autonómico – enquanto forma de governo próprio – foi o resultado de um protesto político com raízes antigas na sociedade insular, que remontam pelo menos ao século XIX, mas que só conseguiu verdadeiramente se impor no novo contexto político criado pela revolução de 25 de Abril de 1974. Importa por isso considerar as especificidades desse processo revolucionário no arquipélago, que apresentou dinâmicas próprias e porventura distintas das continentais portuguesas. De salientar, por exemplo, a mobilização política e popular contra formas de exploração arcaicas que gravavam sobre a sociedade insular, nomeadamente o regime agrário da “colónia”, bem como a forte intervenção da

Igreja Católica no processo revolucionário. Uma intervenção decisiva, mas não unitária, sendo que alguns clérigos – por exemplo o grupo denominado “Padres do Pombal” – apoiaram activamente a revolução social, colocando-se ao lado dos movimentos populares de esquerda; ao passo que o Bispo do Funchal, D. Francisco Santana, combateu os fermentos “marxizantes” na sociedade madeirense, apoiando as forças de centro-direita, nomeadamente o Partido Popular Democrático (PPD), lançando as bases para a hegemonia política desse partido na política madeirense. A emergência de partidos de base regional – por exemplo o Movimento Democrático da Madeira (MDM) – e o aparecimento de organizações independentistas, sendo a Frente de Libertação da Madeira (FLAMA) a mais conhecida de todas, é outra dessas especificidades que marcaram o processo político regional nos anos de 1974, 1975 e 1976.

Neste sentido, procura-se, com esta comunicação, contribuir para uma maior problematização histórica do processo revolucionário no país insular, fornecendo alguns elementos para uma reflexão sobre o binómio revolução e autonomia no arquipélago da Madeira.

**Leonardo Aboim Pires, CS/ULisboa|CEIS20/UC, e Gil Gonçalves, IHC – NOVA FCSH/IN2PAST, “Toda a terra treme nas vozes deste povo”: as lutas dos assalariados rurais e pequenos agricultores no Norte de Portugal, 1974-1976”.**

A geografia dos conflitos agrários no contexto revolucionário português de 1974-75 tende a estar centrada, historiograficamente, na área onde reforma agrária foi uma realidade tangível, isto é, os campos do Sul de Portugal, consubstanciada na Zona de Intervenção da Reforma Agrária (ZIRA) - que abrangia os distritos de Beja, Évora, Portalegre e Setúbal e concelhos dos distritos de Lisboa, Santarém, Faro e Castelo Branco. Porém, o Norte do país, uma zona onde uma agricultura de base familiar tinha um peso muito relevante e em que as terras comuns desempenhavam um papel fundamental nas economias camponesas, foi igualmente palco de várias formas de luta, contestação e protestos agrários durante o PREC. Por um lado, um aspeto a considerar concerne às continuidades entre os dois regimes, sendo que os conflitos situados no final da ditadura possuem lastro para o período revolucionário. São disso exemplo as lutas pelo regresso da gestão comunitária dos baldios ou a contestação dos produtores de leite, vinho e hortícolas à política seguida pelos organismos de coordenação económica. Por outro, surgem estruturas associativas como o Movimento para a Extinção dos Foros, o Movimento Livre dos Agricultores (MOLA), o Movimento Agricultores e Rendeiros do Norte (MARN) ou o Movimento de Agricultores por uma Melhor Previdência Rural (MAPRU). Pugnavam por um novo regime de arrendamento rural, pela liquidação dos grémios da lavoura, pela gestão local das terras comuns ou pelo acesso a diferentes apoios sociais para os agricultores. Curiosamente, de permeio com cadernos reivindicativos próprios do biénio revolucionário, denotava-se ainda uma reapropriação das organizações oriundas do regime autoritário-corporativo, como as Casas do Povo. É também a partir destas movimentações campesinas, em correlação com ações do Estado em contextos periféricos (tais como as Campanhas de Dinamização Cultural do MFA, o Serviço Cívico Estudantil ou o Serviço Médico à Periferia) que as populações desses territórios se vão organizar no sentido de dar resposta a questões de índole social e infra-estrutural que afligiam as suas comunidades. O novo associativismo rural vai ocupar-se dos melhoramentos de caminhos e estradas, da expansão da rede rodoviária, do acesso à água canalizada, da criação de fontanários e lavadouros públicos, da criação de centros sociais e parques de jogos e até da promoção da construção de habitação própria a baixos custos.

Longe de se circunscreverem ao período revolucionário, as lutas e reivindicações dos agricultores do Norte deixaram legados duradouros. Entre eles, destacamos a expansão do movimento cooperativo, a promulgação das Leis dos Baldios (Decreto-Lei 39/76 e Decreto-Lei 40/76) e da Lei

do Arrendamento Rural (Lei 76/77), o surgimento da Confederação Nacional da Agricultura (1978), a realização das Conferências Nacionais dos Baldios (1979, 1984, 1994, 2001, 2006, 2017 e 2022) e a formação da BALADI - Federação Nacional de Baldios (1995). Com base neste contexto, com esta comunicação, pretendemos renovar as perspetivas analíticas sobre os movimentos sociais rurais no interior Norte de Portugal. A nossa pesquisa documental assenta em fontes manuscritas localizadas na Associação Cultural EPHEMERA, Arquivo Histórico Parlamentar, Arquivo de História Social, Arquivo Nacional da Torre do Tombo e Centro Documentação 25 de Abril, bem como em fontes hemerográficas como A Terra, Correio do Povo e O Rendeiro.

**Ema Pires, Universidade de Évora, IHC/IN2PAS, e Henrique Leal, “Sonhar, cooperar, habitar: a revolução dos Cravos num subúrbio de Portugal”.**

Esta proposta de comunicação explora dimensões menos visíveis da construção de cidadania(s) e de lutas da sociedade civil por habitação digna em Portugal, no período decorrido entre 1974 e 1980. A nossa análise aborda o processo social de continuidade sociocultural de uma Cooperativa de Habitação que nasceu no período revolucionário, (e existe até à atualidade). Nascida da revolução e da liderança de operários da ferrovia em busca de sonhos de futuro para cooperar e conquistar o acesso a habitação digna, a Cooperativa de Ferroviários de Portugal (COFERPOR) fica localizada na cidade do Entroncamento, no centro de Portugal. Atualmente, a cidade é um subúrbio periurbano da região de Lisboa e Vale do Tejo.

A nossa pesquisa é ancorada em observação participante, entrevistas exploratórias e pesquisa bibliográfico-documental no Acervo da Cooperativa de Habitação Ferroviários de Portugal (COFERPOR). Metodologicamente, fazem-se entrevistas a moradores (fundadores e atuais) em dois espaços sociais do aglomerado residencial: o Café da cooperativa e o escritório da Sede. Concomitantemente, empreendemos uma análise documental aos seguintes acervos: arquivo fotográfico, arquivo de fichas de sócios, e atas de reuniões da cooperativa de Habitação. Dando continuidade a pesquisas prévias (Leal, 2001; Pires, 2014; Ramos, 2013), finalizaremos a nossa pesquisa, inspirados pela obra *Clarabóia*, de José Saramago: assumiremos como micro- unidade de análise adicional um edifício residencial, explorando as trajetórias de moradores e a vida social do prédio, processualmente tecida entre os anos da revolução e a contemporaneidade.

Argumentaremos que a construção de espaços sociais de cooperação como o que aqui trazemos são marcas testemunhais vivas, 50 anos decorridos sobre a Revolução dos Cravos, do processo de Democratizar, Desenvolver e Descolonizar Portugal, a partir de cidadanias que emergem das bases da sociedade, entre tensões e sonhos de futuro.

**Daniel Rio Tinto, “Decolonization and post-colonial (in)security in Lusophone Africa in the aftermath of the Carnation Revolution”.**

This paper examines the relationship between the late decolonization process in the former Portuguese empire, with its culmination in 1974's Carnation Revolution in Portugal, and the domestic insecurity experienced in the now-former Portuguese African colonial territories. I take a comparative perspective, looking at the conditions informing different outcomes across Lusophone Africa: examining civil peace and civil war in Angola, Cape Verde, Guinea-Bissau, Mozambique and S. Tomé e Príncipe following the Carnation Revolution and the ensuing rapid decolonization that it entailed. I argue that a significant portion of the existing historiography revolves around explanations based on predatory behavior by new elites in the colonies, and that this has overshadowed explanations centered on the perceptions of the insecurity as experienced by different elites (sometimes in the form of the Liberation Movements and its factions) as well as the



populations themselves in each country. This "insecurities" manifested themselves among and between elites at the domestic level, but also in relation to external actors, such as former colonial powers such as Portugal, or third countries such as South Africa and Cuba. Importantly, this research suggests that the outcome of post-colonial violence in post-colonial Lusophone Africa has varied in accordance with the experience of extreme insecurity rather than with the presence of greedy actors and the effect of state capacity. Furthermore, it highlights the dynamics through which state capacity and insecurity have impacted the outcome of post-colonial violence, and how they further relate to the quality of attempts at political settlements, the barriers to the mobilization of violence and the limits to the role of the former colonial power in assisting processes of decolonial transition.

**Raquel Valente dos Santos, Centro de Estudos Internacionais do ISCTE - Instituto Universitário de Lisboa (CEI-IUL) / Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra, “O 25 de Abril e os Organismos Internacionais: O regresso de Portugal à UNESCO em setembro de 1974”.**

A 1 de Março de 1965, Portugal aderiu à Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura (UNESCO), criada em novembro de 1946.

Devido à intransigência do Governo português em prosseguir com a sua política colonial, os restantes Estados membros da UNESCO, redobram a intensidade das críticas contra o colonialismo português. Poucos meses após a adesão portuguesa, ainda em 1965, o Conselho Executivo da UNESCO aprovou a resolução 70 EX/14 que excluía Portugal das reuniões convocadas pela UNESCO; em 1966, surge uma nova resolução, a Resolução 11, segundo a qual o Diretor-Geral da organização tinha autorização para não fornecer nenhuma ajuda ao Governo português nos domínios da educação, da ciência e da cultura bem como a não convidar Portugal a participar nas atividades da UNESCO; e em outubro de 1970, foi deliberado pelo seu Conselho Executivo que se fornecesse financiamento às atividades de assistência aos refugiados, provenientes de territórios coloniais e que se atribuisse ajuda às populações e às organizações das regiões dos territórios que já tivessem sido libertados. Por fim, em novembro de 1970, verificou-se a publicação de um relatório que incluía a troca de correspondência entre a UNESCO e a Organização da Unidade Africana sobre o pedido de ajuda aos movimentos de libertação em África.

Perante este contexto, Portugal, Portugal decidiu abandonar, em 1972, o seu estatuto de Estado-membro.

De facto, a pressão de organizações internacionais não teve o resultado expectável, mantendo o regime português a sua luta contra a descolonização. A política externa portuguesa, só verificou uma profunda mudança já com a instalação do regime democrático. Após a Revolução de 25 de abril de 1974, uma das grandes prioridades da política externa portuguesa, foi cooperar com os organismos internacionais existentes. No entanto, não se tratou de uma cooperação imediata, até ser concretizada uma efetiva descolonização dos territórios sobre administração portuguesa.

Só com o II Governo Provisório (18 de julho de 1974) assumido por Vasco Gonçalves, verifica-se a aprovação da lei constitucional, Lei 7/74, que proclamava o reconhecimento do direito à autodeterminação, e a aceitação da independência dos territórios ultramarinos por Portugal. Com a promulgação da lei 7/74, Portugal ficava agora com capacidade para negociar com os restantes organismos internacionais, de que é exemplo a UNESCO.

Com base em documentação de arquivo, apoiada em bibliografia secundária, a presente comunicação visa: compreender quais os objetivos da política externa portuguesa no período democrático; examinar em que medida a ONU e suas agências especializadas, especificamente a UNESCO, foram uma prioridade para Portugal após o 25 de abril de 1974; analisar quais os

procedimentos para o pedido de reingresso à UNESCO; e identificar quais as áreas de atuação da Delegação Portuguesa, numa primeira fase, até ao estabelecimento de uma missão permanente em julho de 1975.

**Diogo Sardinha, Centre de Philosophie de l'Université de Lisbonne, “...l'histoire un peu plus reculée... » : actualité et transhistoricité dans la chanson politique de la révolution portugaise”.**

La période avant, pendant et après la révolution des œillets a été marquée par une intense activité dans le domaine des chansons politiques. La communication posera la question suivante : compte tenu de l'ancrage de ces chansons dans les situations et problèmes les plus immédiats qu'elles prennent comme sujet, comment comprendre exactement ce qui les lie à une dimension historique, particulièrement au passé ? La question a son lieu de naissance dans un ouvrage de José Barata-Moura, lui-même chanteur et compositeur engagé. Dans *Esthétique de la chanson politique*, rédigé en 1976 et paru l'année suivant, on lit : « non seulement les chansons peuvent jouer, dans le champ idéologique, un rôle important [...] dans le cadre d'un processus révolutionnaire, mais encore, dans la pratique, l'histoire nous a montré, et démontré, que les choses se sont passées ainsi. » Et à l'auteur de rappeler, « au-delà de l'histoire proche de la Guerre civile d'Espagne ou de notre “25 avril”, aussi l'histoire un peu plus reculée qui peut nous faire venir à l'esprit les luttes libérales, la révolution française, certains chants médiévaux, etc. » Ainsi, les chansons ont joué un rôle dans l'histoire, et plus concrètement dans les histoires d'affrontements au sein de la société. Sous cet angle, les « chanteurs d'avril » renouent avec un passé, peut-être mieux : relancent un passé dans lequel une certaine forme de culture ou d'art a été importante dans le cadre des contestations. L'art « populaire » (l'adjectif est à employer avec précaution, tant la chanson politique dans le Portugal de l'époque est souvent écrite par des musiciens dotés d'une solide formation, qui sont aussi des poètes notables) fait son entrée dans l'histoire, il est vrai lors de moments révolutionnaires, mais vraisemblablement aussi dans des périodes où les luttes sociales s'accroissent et conduisent à des révoltes, sans nécessairement parvenir à des révolutions – à ce titre, la Guerre civile espagnole est un cas aussi éloquent que tragique. Mais l'allusion aux chants médiévaux est un exemple peut-être encore plus alléchant, car il fait signe vers une époque pré-moderne, pendant laquelle les contestations populaires ne pouvaient que difficilement être considérées comme « révolutionnaires », en tout cas si on accepte que la révolution ne se pense pas (ni n'est pensée) en tant que telle dans le domaine politique qu'à partir du XVIIe siècle, sous l'influence de l'expérience anglaise. Pour la même raison, Barata-Moura ouvre à un domaine plus vaste que celui des rapports entre l'art et la révolution : c'est celui des rapports entre l'art et la *contestation*. En même temps qu'il fait la critique de l'art en général dans ses liens avec le mouvement social, particulièrement de la chanson politique dans le contexte de la révolution portugaise, il comprend sa propre activité artistique et celle de ses amis comme la reprise, au présent, d'une tradition que les précède de beaucoup. La chanson politique d'avril est un maillon d'une chaîne pluriséculaire, non pas l'œuvre d'un grand artiste de génie en avance relativement à son époque, mais celle d'un corps social qui prend conscience de ses misères et cherche les moyens de les affronter. C'est ici que l'actualité de ces chansons se lie au transhistorique, ce qui traverse l'histoire et la ponctue, par là même distinct d'un anhistorique, d'un « hors de l'histoire ». Ce sont ces aspects que la communication se propose de développer.

**Ana Margarida Dias da Silva, DCV-UC, CHSC-UC, Amanda Soares Steffen, FLUC, Helena Freitas, CEF-UC, Jorge Varanda, CRIA, “Angolan, Portuguese, and Global press on the April**

## **25, 1974: the collection of clippings of the Angolan Diamond Company (Diamang) (1974-1975)”.**

By mapping Angolan, Portuguese and international newspapers and press clippings in the archive of the Angola Diamond Company (Diamang) safeguarded in the Department of Life Sciences of the University of Coimbra, it is possible, through triangulation, to compare the discourses from the South, the metropolis and abroad on the 1974 Revolution. Diamang managed an area equivalent to half of the political metropolis, was the largest company in the Third Portuguese Empire and one of the five largest diamond producers in the world, with a contract with the Portuguese state so unusual that it gave rise to the characterization of "a state within a state". However, there are few studies on how the Company lost this halo. Diamang was central to the late maintenance of the Portuguese empire, but its relevance did not end with its extinction. The Diamang Archive safeguarded in the Department of Life Sciences, is up to 316 linear metres, with more than 8,000 folders and files and nearly 350 books, including 686 folders with press cuttings from 1928 to 1988 and four folders with Angolan newspapers, which have yet to be studied. The clipping collection made by the Public Relations Unit of the Company is an ideal lens for better understanding how the April 25, 1974 Revolution was experienced in other latitudes. The collective memory of 25 April 1974 has been made from Portugal's point of view, and especially Lisbon's, forgetting the specificities of local contexts, particularly in the former colonies. Through methodological triangulation, this presentation will look at other actors present in the news written and published in Portuguese, Angolan and foreign newspapers between January 1974 and December 1975. This makes it possible to illustrate the transformations experienced by the populations, the emergence of new identities, as well as narratives and representations. A Capital, A Época, A Província de Angola, Diário de Lisboa, Diário de Luanda, Diário de Notícias, Diário Popular, Ecos do Norte, o Expresso, Financial Times, Jeune Afrique, Jornal de Huíla, Jornal de Angola, Jornal do Comércio, Jornal Novo, Le Monde, L'Echo de la Bourse, L'Express, O Angolense, O Comércio de Angola, O Primeiro de Janeiro, O Século, República, Sempre Fixe or The Time are some of the newspapers that allow different or new perspectives. There is no information on Diamang's role in this process, on the reflections, visions and negotiations present in the long months between the Revolution and independence. This project aims to be the first step towards filling these gaps. A first approach reveals the effects of the Revolution, namely the voracity of the change in newspaper management and the new discourses allowed from 25th April 1974 onwards.

## **Tauana Olívia Gomes Silva, déCONSTRUIRE, “Femmes noires brésiliennes en exil (1960-1980)”.**

Plusieurs chercheuses ont pris pour objet d'étude l'exil des femmes brésiliennes au cours de la dictature (1964-1985). Cependant, les expériences d'exil en Afrique, y compris dans les pays lusophones (Guinée-Bissau, Angola, Mozambique), demeurent un thème quasiment inexploré, alors que les historiens ont montré que ce continent était un espace privilégié de lutte politique.

À cet égard, notre corpus se compose des récits de deux femmes noires exilées : Arabela Pereira Madalena, professeure de géographie, et Thereza Santos, philosophe et spécialiste du théâtre. Ces femmes, qui se sont exilées au Mozambique, en Guinée-Bissau et en Angola par le biais du Parti communiste brésilien (PCB), racontent que ces pays, traversés par les guerres d'indépendance, connaissaient un processus d'installation de gouvernements socialistes. Un aspect important de leur déplacement a été la possibilité de participer à la construction d'une société influencée par les théories marxistes, qui plus est sur la terre d'origine des populations noires.

En 1967, Arabela Pereira Madalena poursuit des études de géographie à Belo Horizonte quand elle devient membre du PCdoB-AV, une organisation d'inspiration maoïste. Elle déclare s'être identifiée

aux militants issus des milieux populaires et les avoir rejoints parce qu'elle se sentait proche de ces « personnes en termes de classe ». Arrêtée en 1970, elle est soumise à de terribles tortures pendant plusieurs mois avant d'être finalement jugée et acquittée. En 1973, elle obtient une bourse d'études pour faire une maîtrise à l'Université de Bordeaux. Malgré la crainte d'être identifiée, elle fait une demande de passeport et part en France. En 1977, elle part vivre au Mozambique. De son côté, Thereza Santos rejoint les Jeunesses communistes à l'âge de quinze ans, convaincue que c'est le meilleur chemin pour résoudre « la question de la misère, de la discrimination ». Pendant ses études de philosophie à Rio de Janeiro dans les années 1960, elle se rallie à l'Union nationale des étudiants (UNE) et au Comité régional du PCB. Elle devient aussi la directrice culturelle de l'école de samba Mangueira, un espace marqué par la lutte des militants noirs communistes. Thereza est arrêtée en 1969 et interrogée pendant dix jours. Partie se réfugier à São Paulo, elle est informée de son arrestation imminente du fait que le PCB utilise sa maison pour abriter les militants poursuivis. Elle décide de s'exiler en Guinée-Bissau en 1974, puis en Angola en 1976.

L'objectif de cette présentation est d'étudier l'histoire de l'exil brésilien à partir des expériences des femmes auto-désignées ou susceptibles d'être perçues comme Noires. Les problématiques de départ sont les suivantes : quelles sont les principales motivations, les réseaux de coopération et les références idéologiques qui ont marqué le départ des femmes noires du Brésil ? Dans quelle mesure les trajectoires des exilées noires du Brésil se sont-elles inscrites à l'intersection des mouvements de gauche, des mouvements féministes et des mouvements noirs de l'époque, mais aussi au croisement des mouvements intercontinentaux d'indépendance, de migration et de démocratisation ?

**Afonso Silva, IHC – NOVA FCSH / CEDID-Universitat Autònoma de Barcelona, “A memória do 25 de Abril da nova extrema-direita nacionalista”.**

A Revolução de 25 de abril de 1974 foi acompanhada de uma redefinição da imagem da nação portuguesa particularmente devido à descolonização que se constituiu como uma dimensão essencial da Revolução Portuguesa e como um momento marcante para o nacionalismo português e as suas configurações. Neste âmbito, a minha comunicação trata da memória do 25 de Abril presente na nova extrema-direita nacionalista em Portugal, procurando contribuir para a compreensão da visão transmitida por este espaço político acerca da nação portuguesa pós-25 de Abril ao refletir sobre a memória da Revolução e da herança desta na política portuguesa. Para tal, partre-se-á de uma apresentação da forma como este espaço político entende os conceitos de nação e de nacionalismo, procurando relacionar essa visão com as suas representações da nação portuguesa pós-25 de Abril. Uma vez que a redefinição nacional pós-Revolução se baseia historicamente no facto de a descolonização ser um dos elementos marcantes da Revolução Portuguesa, levar-se-á a cabo uma breve apresentação das visões da nova extrema-direita acerca da expansão marítima portuguesa e, mais detalhadamente, da descolonização tendo em atenção os argumentos políticos traçados a partir destas representações do passado. Estas visões serão então articuladas com as suas descrições acerca do conceito de nação de modo a explorar de forma mais profunda aquilo a que me proponho pensar nesta comunicação, isto é, a sua ideia da nação portuguesa pós-25 de Abril. Para tal, procurarei clarificar o entendimento do conceito de nação presente neste espaço político tendo também em atenção o conceito de Império tal como este tem sido tratado mais recentemente na literatura sobre o nacionalismo uma vez que a relação entre estes dois conceitos é pertinente para o estudo desta ideologia nacionalista em Portugal.

Tenciono então esclarecer o entendimento da nova extrema-direita acerca da Revolução Portuguesa ao apresentar a sua representação não só da revolução, como também da herança deixada por esta nação portuguesa pós-25 de Abril. Realçando deste modo a relação que a nova extrema-direita nacionalista estabelece com o passado revolucionário, procuro contribuir para a discussão acerca da

memória desta revolução em articulação com a sua dimensão política. Assim, pretendo apresentar as caracterizações que, neste espaço político, se fazem do 25 de Abril, bem como as suas representações narrativas da revolução tendo em atenção as suas intervenções interpretativas sobre este acontecimento e relacioná-las com o objetivo político de substituir a Constituição e a democracia resultante da Revolução Portuguesa pelo que neste espaço político se designa como *IV República*. Deste modo, constitui-se como propósito desta comunicação articular de forma clara a memória da Revolução com os argumentos políticos da nova extrema-direita ao apresentar também as suas descrições da herança da revolução e a forma como ela procura posicionar-se perante esta.

**Nadia Vargaftig, “Road trip portugês : une histoire diapositive et connectée de la Révolution des Œillets (France-Portugal-Amérique latine)”.**

Cette proposition de communication s’articule à une proposition d’article précédemment soumise à la revue *Lusotopie* en vue d’un numéro thématique, portant sur le même sujet. Le point de départ des deux propositions est un ensemble de près de trois cents diapositives récupérées par l’autrice dans un cadre privé. Ce corpus offre l’occasion de réfléchir au récit des suites de la Révolution des Œillets et de sa profonde influence auprès d’une génération de militants et militantes français·es et latino-américain·es d’extrême gauche. Le propos, qui n’est pas au cœur des spécialités de recherche de l’autrice, mais constitue plutôt un « pas de côté » à la fois personnel et épistémologique, comporte une double ambition. La première sera de restituer, à partir d’un ensemble iconographique aux contours mal définis, l’itinéraire de deux couples, l’un français, l’autre uruguayen exilé en France, partis vivre la révolution et témoigner de la fièvre qui a immédiatement suivi l’événement, afin de (tenter de) reconstituer l’imaginaire d’une génération, ses réseaux de solidarité et de militantisme transatlantiques, ainsi que les limites et les malentendus du « pèlerinage » portugais des années 1974- 1975. Images sans (con)texte et sans paroles, puisque les quatre protagonistes sont désormais décédés, elles offrent également l’occasion, et c’est le second objectif, de mener une réflexion méthodologique sur la source photographique dans sa matérialité, en pointant les défis, les malentendus et parfois les déceptions qu’elle engendre. L’enquête consistera ainsi à combler les vides laissés par le corpus et interroger, d’une manière plus large, la dimension iconographique et iconique de la Révolution portugaise.

En résumé, la communication souhaite, comme l’article proposé, réaliser un double questionnement : celui des échelles de la révolution, à travers la circulation des acteurs et des témoins entre la France, la péninsule ibérique et l’Amérique latine et celui des traces, tant matérielles que mémorielles, de l’événement du 25 avril.

**Céline Vaz, Laboratoire de recherche Sociétés Humanités (LARSH), Université polytechnique Hauts-de-France (UPHF, Valenciennes), “La révolution portugaise, pôle d’attraction des urbanistes de gauche au milieu des années 1970.”**

Entre 1974-1976, un grand nombre de professionnels de la ville convergent au Portugal auprès de l’architecte Nuno Portas pour voir et discuter les expériences d’urbanisme participatif que ce dernier mène comme secrétaire d’État au Logement dans le gouvernement provisoire mis en place à la suite de la chute de la dictature portugaise. Ce groupe de chercheurs (géographes, sociologues notamment) et de praticiens surtout (architectes et urbanistes) proviennent pour beaucoup d’Espagne, mais aussi de France et d’Italie, au point qu’un de ses membres, l’urbaniste catalan Jordi Borja, évoque l’idée d’une « internationale urbaine latine ».

Des préoccupations communes réunissent ces professionnels de la ville et de la recherche urbaine<sup>6</sup>. Ils partagent le même rejet d’un urbanisme technocratique et fonctionnaliste et de politiques du

logement inégalitaires. L'engagement politique est une autre de leur caractéristique forte. Ils ont des affiliations politiques dans toutes les variantes de la gauche radicale et de la gauche catholique, ou se reconnaissent dans ces positions. Enfin, leurs convictions et leur engagement politique ne se dissocient pas de leur pratique professionnelle si bien que tous pratiquent des formes d'expertise militante et désintéressée, comme le conseil à des partis politiques de gauche, ou l'assistance à des groupements d'usagers.

Cette proposition vise à revenir sur la place et la signification de l'expérience révolutionnaire portugaise dans la consolidation et l'affirmation d'un réseau d'urbanisme de gauche à l'échelle de l'Europe latine dans les années 1960-1970. Il s'agit ainsi de contribuer à l'exploration de la dimension internationale de la Révolution des œillets en soulignant la pluralité de ses dimensions (politique, sociale, urbaine). L'objectif est aussi de rappeler comment l'engagement d'acteurs professionnels et l'échange des idées dans le domaine de l'urbanisme dans les années précédant le coup d'état militaire ont contribué à alimenter la contestation et à forger des alternatives démocratiques.

Nous montrerons que le Portugal révolutionnaire des années 1974-1976 s'affirme à la fois comme une concrétisation et un laboratoire d'un urbanisme plus humain et démocratique, régénéré par la participation des habitants, appelé de leurs vœux et mis en œuvre par les urbanistes de gauche de l'Europe latine depuis la fin des années 1960. L'accent sera mis sur l'origine et les canaux d'interconnexions entre ces professionnels de l'urbanisme engagés, portugais et étrangers, en remontant en amont, dans les années 1960. L'attention sera plus particulièrement portée sur ces relations au sein de la péninsule ibérique. L'Espagne et le Portugal partagent en effet l'expérience de dictatures durant plusieurs décennies – les régimes franquiste (1939-1975) et salazariste (1926-1974) respectivement – puis un processus de transition démocratique à partir du milieu des années 1970, qui ont favorisé les échanges et les solidarités.

Cette proposition s'appuie principalement sur l'exploitation de la presse, généraliste et professionnelle, ainsi que des sources biographiques imprimées et des entretiens oraux réalisés avec des acteurs de l'urbanisme de gauche des années 1960-1970.

**Angélica Vedana, Programa de doutoramento Antropologia: Políticas e Imagens da Cultura e Museologia na Universidade NOVA de Lisboa, “Práticas comemorativas, memória e revolução: o 25 de Abril em Portugal 50 anos depois”.**

Quase meio século após a revolução que libertou e transformou a sociedade portuguesa, hoje nos deparamos com um extenso mecanismo de práticas comemorativas buscando homenagear o evento histórico singular iniciado em 25 de abril de 1974. Esta data, repleta de significados e interpretações diversas por diferentes grupos na atualidade, é caracterizada pelo desejo de recordar e transmitir os valores defendidos por Abril e pelas diversas vozes por trás desses ideais. Considerando que a administração da memória ocorre também pela inclusão oficial de eventos históricos no calendário, percebemos o feriado nacional de 25 de abril como uma construção contínua do passado na esfera pública, originada no presente. A celebração de eventos históricos, como as efemérides mencionadas, mesmo sujeita a contestações e lutas identitárias, apresenta-se como alicerce para a consolidação temporal do passado, a criação de símbolos compartilhados e a validação de identidades coletivas. Além disso, materializa a memória e ritualiza o cotidiano. Tendo como objeto de análise as práticas comemorativas em torno das efemérides da Revolução de Abril, parte-se do pressuposto de que a comemoração é resultado de esforços de fabricação ou concepção da memória coletiva (RICOEUR, 1999) e que a mesma é munida por um constante criar e recriar do passado, ao invés de apenas reconstituí-lo. O feriado nacional tornou-se um universo de co-criação de uma memória coletiva e de co-produção de modos de ser e agir no espaço público, adquirindo um status

de intersecção de muitas visões acerca do passado, de inscrição da memória através de símbolos e a co-existência de diversos regimes temporais; estas variadas temporalidades representam profusas vivências e experiências que podem sobrepor-se umas às outras em um mesmo tempo histórico. Assim, Portugal constrói-se e desconstrói-se a cada menção ao 25 de Abril, nos mais variados âmbitos e contextos. Nesse sentido, esta comunicação pretende refletir sobre o potencial das comemorações públicas do 25 de abril como instrumentos simbólicos para a concretização de políticas de memória. Isso será feito por meio da análise conjunta e interligada das celebrações oficiais, representadas pela Comissão Comemorativa 50 anos 25 de Abril, e das festividades populares organizadas por diversas associações e grupos, especialmente a Associação 25 de Abril. Ao realizar uma etnografia dessas celebrações e uma análise histórica das festividades populares, buscamos compreender como o legado da Revolução influencia e molda a memória coletiva em Portugal, bem como a percepção que os portugueses possuem de si mesmos, do seu passado, presente e futuro. Assim, a presente proposta tem como objetivo pensar no 25 de Abril enquanto evento fundacional de uma nova era em Portugal, tratando, a partir das comemorações de 50 anos deste processo histórico, o papel das práticas comemorativas na gestão dessa(s) memória(s), bem como o aspecto patrimonial, o qual pode ser percebido através da constante disputa por este património comum e o anseio pela transmissão dos valores de Abril para as novas gerações. Em um enquadramento teórico breve, esta proposta baseia-se na ideia de que as práticas comemorativas devem ser entendidas como lugares de memória (NORA, 1993) e que o património pode ser considerado o alter ego da memória (HARTOG, 2013).